

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2018

Avril 2019



« La Guinée a l'énergie de l'émergence. Son avenir économique est incomparable parce que son économie est diversifiée : un potentiel hydroélectrique inédit sur le continent africain, une agro-industrie prometteuse et une population qui se caractérise par sa jeunesse.

Je tiens à remercier les investisseurs et bailleurs qui nous font confiance aujourd'hui : la Guinée leur garantit un développement qui profitera non seulement à toute la population guinéenne mais également à toute la grande région de l'Afrique de l'Ouest.»

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de la Réunion du Groupe Consultatif sur le financement du PNDES à Paris, le 16 novembre 2017).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances sur les douze (12) mois de l'année 2018.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique, le Ministre du Budget a organisé la régulation budgétaire en mettant à la disposition des ordonnateurs et des contrôleurs financiers au début de l'année, par voie d'arrêté, le plan d'engagement annuel séquencé par trimestre. Ce dernier a fait l'objet d'actualisation pour le 2^{ème}, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre, en fonction des exigences de la trésorerie, du rythme d'exécution du budget, des exigences de promotion des dépenses de filets sociaux et des objectifs quantitatifs de solde budgétaire de base et de position nette du Trésor dans les livres de la Banque centrale de la République de Guinée.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin décembre 2018, base paiement, présente un résultat en deçà des objectifs annuels de recettes et de dépenses.

En effet, sur un objectif cumulé de 16 627,23 Mds, les statistiques des régies financières renseignent en réalisation un montant de 15 717,80 Mds, soit 94,53 % (voir tableau n°4). La part de chaque catégorie de recettes dans cette mobilisation se chiffre à 13 278,44 Mds pour les recettes fiscales, soit 84,48%, 1 769,40 Mds pour les dons, legs et fonds de concours, soit 11,26% et 669,96 Mds pour les autres recettes, soit 4,26%.

Quant aux dépenses y compris FINEX, l'exécution se chiffre à 15 251,94 Mds contre un objectif en LFR 2018 de 19 190,55 Mds, soit 79,48%.

Les dépenses hors financement extérieur se chiffrent à 11 915,26 Mds contre une prévision de la LFR de 14 850,67 Mds, soit 80,23% d'exécution.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures se situent à 3 336,68 Mds contre une prévision dans le budget révisé de 2018 de 4 353,00 Mds, soit un taux d'exécution de 76,65%.

L'objectif de solde de base à fin décembre 2018 a été atteint. En effet, le solde de base s'est établi à 924,48 Mds contre un repère du programme économique de 903,03 Mds, soit un dépassement de 21,45 Mds. L'exécution budgétaire annuelle a été caractérisée par une contraction des dépenses, afin d'atteindre les objectifs de politique budgétaire convenus avec le FMI, notamment le solde budgétaire de base.

Comparés aux dépenses engagées de la période, les paiements se situent à 94,30% contre 94,46% en 2017 et 122,12% par rapport aux dépenses ordonnancées contre 108,53% en 2017.

Ce résultat a été rendu possible grâce notamment au respect rigoureux du plan d'engagement pour éviter d'une part, la dégradation du solde budgétaire de base et, d'autre part, l'accumulation des arriérés de paiement à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

Table des matières

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	15
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFI COMPLETEES PAR LA LFR 2018	15
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	15
<i>I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes</i>	<i>16</i>
<i>I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par région</i>	<i>18</i>
I-3 : SITUATION DES RESTES A RECOURIR	25
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	26
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS	26
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	28
<i>II -2-1 Analyse des dépenses par titre</i>	<i>29</i>
<i>II-2-2 Situation des instances de paiement au 31décembre 2018.....</i>	<i>33</i>
III-SOLDE BUDGETAIRE	34
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	34
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	34
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT	34
V-CONCLUSION	36
ANNEXES	37
TABLEAU 16 : EXECUTION GLOBALE/PHASE DE LA DEPENSE ET PAR ADMINISTRATION A FIN DECEMBRE 2018 EN MILLIARDS DE GNF	38
TABLEAU 17 : EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE ENGAGEMENT) A FIN DECEMBRE 2018 EN MILLIARDS DE GNF	41
TABLEAU 18 : EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE PAIEMENT) A FIN DECEMBRE 2018 EN DE MILLIARDS DE GNF	44
TABLEAU 19 : ETAT D'EXECUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS (HORS COLLECTIVITES LOCALES) EN MILLIARDS DE GNF.....	47
TABLEAU 20 : ETAT D'EXECUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS (COLLECTIVITES LOCALES) EN MILLIARDS DE GNF	50
TABLEAU 21 : VENTILATION DU BUDGET 2018 EN FONCTION DES PILIERS DU PNDES A FIN DECEMBRE 2018 (EN MILLIARDS DE GNF)	51
TABLEAU 22 : SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT EN MILLIARDS DE GNF	52

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la transition
DeMPA	Debt management performance assessment
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Public investment management assessment (<i>Evaluation de la gestion des investissements publics</i>)
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses de la loi de finances révisée 2018 en milliards de GNF	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin décembre 2018.....	10
Tableau 3 : Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)	13
Tableau 3 : Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)	13
Tableau 4 : Exécution globale des recettes à fin décembre 2018 en milliards de GNF	16
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin décembre 2018 (en milliards de GNF).....	17
Tableau 6 : Exécution des Autres recettes à fin décembre 2018 en milliards de GNF.....	18
Tableau 7 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin déc 2018 en milliards de GNF	20
Tableau 8 : Exécution des recettes collectées par la DGD à fin déc 2018 en milliards de GNF.....	22
Tableau 9 : Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin déc 2018 en milliards de GNF	23
Tableau 10 : Situation des restes à recouvrer à fin décembre 2018 en milliards de GNF	25
Tableau 11 : Situation des mouvements de crédits à fin décembre 2018 (en milliards de GNF).....	26
Tableau 12: Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique hors FINEX.....	29
Tableau 13 : Exécution des projets FINEX en milliards de GNF à fin décembre 2018.....	31
Tableau 14 : Situation des instances de paiements au 31 décembre 2018	33
Tableau 15 : la situation des ressources et des charges de financement	35
Tableau 16 : Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin décembre 2018 en milliards de GNF.....	38
Tableau 17 : Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2018 en milliards de GNF	41
Tableau 18 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin décembre 2018 en de milliards de GNF	44
Tableau 19 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF ..	47
Tableau 20 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (Collectivités locales) en milliards de GNF	50
Tableau 21 : Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)	51
Tableau 22 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF.....	52

Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes	16
Graphique 2 : Exécution des recettes par régions	19
Graphique 3: Analyse globale des dépenses	29
Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement	33

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Il s'agit, notamment de l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et de l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître, notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année ; et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Dans la loi de finances rectificative 2018, le Gouvernement a révisé les objectifs de la politique budgétaire qui ont continué de s'appuyer sur (i) le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (ii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iii) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (iv) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (v) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vi) la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration de la loi de finances rectificative 2018 était basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 5,8% contre des estimations à fin 2018 de 6%. Le Gouvernement avait projeté un taux de pression fiscale de 13,36% contre 15,77% en loi de finances initiale. Ce taux s'est établi à 12,5% à fin 2018. Le rythme de formation des prix intérieurs s'est établi à 9,9% contre un taux d'inflation (en moyenne annuelle) projeté de 8%. Les réserves internationales ont atteint 3,4 mois d'importation contre une prévision de trois (3) mois. Le solde de base dons exclus a représenté 0,73% du PIB.

Tableau 1: Exécution par grandes masses de la loi de finances révisée 2018 en milliards de GNF

Grandes masses	LFI 2018	LFR 2018	Exécution à fin déc 2018	Pourcentage
Recettes intérieures	16 553,55	16 627,23	15 975,12	96,08%
Dépenses courantes	13 219,04	8 395,41	11 773,88	140,24%
Dépenses d'investissement	7 823,50	7 022,73	5 522,81	78,64%
Solde de base dons exclus	-4 583,49	904,00	924,48	102,27%
Solde de base dons exclus en % du PIB	-4,60%	0,01%	0,73%	

Contexte économique et budgétaire

Au cours de l'année 2018, l'exécution du budget est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- ❖ la formation en mai 2018 d'un nouveau gouvernement et la présentation par le nouveau Premier Ministre de sa lettre de politique générale devant l'Assemblée nationale ;
- ❖ l'approbation en juin 2018 par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international de la première revue du programme économique et financier soutenu par la Facilité élargie de crédit pour la période 2017-2020 ;
- ❖ l'augmentation du prix des produits pétroliers à la pompe de 25 pourcent le 1^{er} juillet 2018, ce qui a permis de réduire les pertes sur les recettes douanières de 404 milliards de GNF (0,38% du PIB) sur 2018 ;
- ❖ les perturbations de l'activité économique consécutives aux mouvements sociaux et politiques notamment les mouvements de grève dans le secteur de l'éducation ;
- ❖ l'adoption en septembre de la loi de finances rectificative 2018.

La loi de finances rectificative prend en compte, notamment :

- ❖ l'augmentation de salaires des agents de la fonction publique de 20%, consécutive à la mise en application du protocole d'accord signé en mars 2018 entre le syndicat libre des enseignants et chercheurs de guinée (SLECG) et le gouvernement dont l'impact est évalué à 326 milliards de GNF (0,3% du PIB) ;
- ❖ l'accroissement du budget du Ministère de la Santé à hauteur de 8% du budget total conformément à la convention entre la Guinée et l'Union Européenne dans le cadre du programme d'appui au secteur de la santé (PASA1) ;
- ❖ la volonté du gouvernement de prendre en charge par l'effort national le financement des projets et programmes du PNDES ;

- ❖ la prise en compte des effets de la réévaluation des comptes nationaux sur les indicateurs macroéconomiques (le produit intérieur brut, la pression fiscale...);
- ❖ la prise en compte de l'impact budgétaire du nouveau cadre de la structure du Gouvernement et de la lettre de politique générale présentée par Monsieur le Premier Ministre.

Déclinaison du budget en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin décembre 2018, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements, se situe en moyenne à 68,24%, moyenne plombée par le faible taux enregistré sur le pilier IV consacré à la gestion durable du capital naturel. Cette exécution se présente ainsi qu'il suit :

- **Pilier I** : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable.....88,33%
- **Pilier II** : Transformation économique durable et inclusive.....84,30%
- **Pilier III** : Développement inclusif du capital humain.... 94,02%
- **Pilier IV** : Gestion durable du capital naturel.....7,94%

Comparé au 31 décembre 2017, le rythme d'exécution base engagement du PNDES a connu une baisse, passant globalement de 89,91% à 68,24% en 2018.

Il convient également de préciser que les paiements pour les 4 piliers du PNDES hors finex réalisés au 31 décembre 2018 par rapport aux engagements représentent 90,92% (voir tableau 12).

L'exécution des dépenses d'investissement du PNDES (base paiement) à fin décembre 2018 se situe à 4 601,68 Mds contre une prévision en LFR de 6 896,95 Mds, soit un taux d'exécution de 66,72%. Cette exécution du PNDES concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 1 265 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 3 336,68 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 1 et 2.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin décembre 2018

Libelles	LFR (1)	Engagements (2)		Liquidations (3)		Ordonnancements (4)		Paiements (5)	
		Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Développement Durable	941,27	422,34	44,87%	283,88	67,22%	283,37	99,82%	3 123,99	331,89%
Dépenses D'investissement	718,47	422,34	58,78%	283,88	67,22%	283,37	99,82%	296,56	41,28%
FINEX	222,8	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2 827,43	1269,04%
Transformation Economique Durable et Inclusive	4 556,50	885,88	19,44%	632,19	71,36%	632,19	100,00%	864,8	18,98%
Dépenses D'investissement	1 187,75	885,88	74,58%	632,19	71,36%	632,19	100,00%	679,94	57,25%
FINEX	3 368,75	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	184,86	5,49%
Développement Inclusif Du Capital Humain	1 332,84	422,43	31,69%	389,02	92,09%	389,02	100,00%	284,1	21,32%
Dépenses D'investissement	635,73	422,43	66,45%	389,02	92,09%	389,02	100,00%	284,1	44,69%
FINEX	697,11	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	0,00%

Gestion Durable Du Capital Naturel	66,34	23,64	35,63%	20,78	87,90%	20,78	100,00%	328,79	495,61%
Dépenses D'investissement	2	23,64	1182,00%	20,78	87,90%	20,78	100,00%	4,4	220%
FINEX	64,34	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	324,4	#DIV/0!
Total général	6 896,95	1 754,30	25,44%	1 325,87	75,58%	1 325,36	99,96%	4 601,68	66,72%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin 2018 dans les dix fonctions de l'administration

L'exécution du budget 2018 a été affectée par un ajustement important du niveau des dépenses au dernier trimestre pour assurer le maintien de la stabilité macroéconomique et rester en ligne avec les critères quantitatifs de solde budgétaire à fin décembre 2018. A cet effet, le Gouvernement a adopté au cours du dernier trimestre un cadrage budgétaire qui s'est traduit par une contraction du niveau des dépenses et une modification de la composition.

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts, par ordre d'importance, sur les fonctions Services généraux des administrations publiques, Enseignement, Défense, Affaires économiques, Protection de l'Environnement, Santé et Ordre et sécurité publics qui absorbent 90,64% du montant exécuté au cours de l'exercice.

- Les crédits alloués aux services généraux des administrations publiques ont connu une exécution de 4 244,35 Mds soit 74,48% par rapport aux prévisions de la LFR et 35,62% du total des dépenses. Cette part traduit la volonté du gouvernement d'accélérer la mise en œuvre des réformes et la coordination de l'action publique.
- Les dépenses exécutées en support à la fonction Enseignement représentent 2 195,25 Mds, soit 18,42% du total des dépenses. Par rapport à la LFR 2018, l'exécution est de 86,73%. Elles couvrent essentiellement les augmentations de salaires des enseignants et les dépenses liées à l'organisation des examens nationaux de fin d'année scolaire.
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 1 784,50 Mds soit 100,57% par rapport à la LFR et représente 14,98% du total des dépenses. Elle couvre les dépenses récurrentes de fonctionnement de l'armée, les actions de réformes du secteur de la défense et les dépenses de sécurisation des frontières.
- La part des dépenses consacrée à la fonction Affaires économiques s'élèvent à 1 656,23 Mds soit 85,06% par rapport à la LFR et représente 13,90% du total des dépenses. , ce qui explique l'effort du gouvernement dans l'amélioration des Services Sociaux de base et des projets d'investissement aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,...) et celui des infrastructures (combustibles, énergie et transport,...).
- La fonction Protection de l'Environnement a connu une exécution de 679,87 Mds soit 5,71% du total des dépenses et 66,46% par rapport aux crédits budgétaires inscrits dans la LFR.
- La fonction Santé a été exécutée à hauteur de 597,80 Mds soit 57,18% par rapport à la LFR et 5,02% par rapport à l'ensemble de dépenses.
- Quant à la part de la fonction Ordre et Sécurité, elle s'est établie à 475,07 Mds soit 3,99% par rapport au total des dépenses et 93,96% par rapport aux prévisions de la LFR.

Le tableau 3 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par grandes fonctions

Tableau 3 : Execution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFR 2018	charges financieres de la dette	depenses de personnel	depenses de biens et services	depenses de Transfert	depenses d'investisse ment	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	5 699,00	878,94	542,84	1335,07	1282,93	204,57	4 244,35	35,62%
Défense	1 774,45	0,00	1326,27	172,59	232,80	52,84	1 784,50	14,98%
Ordre et Sécurité publics	505,63	0,00	379,55	48,60	22,22	24,71	475,07	3,99%
Affaires Economiques	1 947,16	0,00	490,53	73,94	959,32	132,44	1 656,23	13,90%
Protection de l'Environnement	1 022,91	0,00	110,01	7,79	0,58	561,49	679,87	5,71%
Logement et Equipement Collectif	63,03	0,00	30,68	0,73	0,63	4,86	36,90	0,31%
SANTE	1 045,41	0,00	269,06	120,45	30,27	178,03	597,80	5,02%
Loisirs, Culture et Culte	186,54	0,00	58,94	116,63	11,80	1,52	188,90	1,59%
Enseignement	2 531,16	0,00	1521,15	130,43	448,84	94,83	2 195,25	18,42%
Protection Sociale	75,38	0,00	18,37	15,58	12,71	9,71	56,38	0,47%
Total général	14 850,67	878,94	4 747,40	2 021,82	3 002,11	1 264,99	11 915,26	100%

Suite à l'ajustement budgétaire, l'ordre d'importance qui a prévalu dans la prévision est respecté en exécution. Cependant, il y a une baisse de poids pour six grandes fonctions sur dix (Services généraux, protection de l'environnement, logements et équipements collectifs, santé, protection sociale) à l'exception de la fonction défense (11,95% à 14,98%), de la fonction ordre et sécurité publics, de la fonction affaires économiques (13,11% à 13,9%), de la fonction enseignement (17,04% à 18,42%) et de la fonction loisirs, culture et culte (1,26 à 1,59%) dont le poids a augmenté en termes d'exécution ;

Tableau 4 : Exécution par grandes fonctions sur base paiement à fin décembre 2018 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFR 2018	Poids des fonctions en LFR	Grandes natures de dépenses						Poids des fonctions en exécution
			charges financieres de la dette	depenses de personnel	depenses de biens et services	depenses de Transfert	depenses d'investisse ment	Total	
Services Généraux des Administrations Publiques	5 699,00	38,38	878,94	542,84	1335,07	1282,93	204,57	4 244,35	35,62%
Défense	1 774,45	11,95	0	1326,27	172,59	232,8	52,84	1 784,50	14,98%
Ordre et Sécurité publics	505,63	3,40	0	379,55	48,6	22,22	24,71	475,07	3,99%
Affaires Economiques	1 947,16	13,11	0	490,53	73,94	959,32	132,44	1 656,23	13,90%
Protection de l'Environnement	1 022,91	6,89	0	110,01	7,79	0,58	561,49	679,87	5,71%
Logement et Equipement Collectif	63,03	0,42	0	30,68	0,73	0,63	4,86	36,9	0,31%
Santé	1 045,41	7,04	0	269,06	120,45	30,27	178,03	597,8	5,02%

Loisirs, Culture et Culte	186,54	1,26	0	58,94	116,63	11,8	1,52	188,9	1,59%
Enseignement	2 531,16	17,04	0	1521,15	130,43	448,84	94,83	2 195,25	18,42%
Protection Sociale	75,38	0,51	0	18,37	15,58	12,71	9,71	56,38	0,47%
Total général	14 850,67	100,00	878,94	4 747,40	2 021,82	3 002,11	1 264,99	11 915,26	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au 31 décembre 2018 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Situation des opération de financement
- V. Conclusion.

I-Situation de mobilisation des recettes budgétaires

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI complétées par la LFR 2018

La loi de finances de l'année 2018 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts, notamment :

- L'article 63 du code général des impôts relatif à la retenue sur le revenu mensuel (article 8 LFI) ;
- L'article 229 du code général des impôts relatif aux taux de l'impôt sur les sociétés (article 9 LFI) ;
- Les articles 244-246, 248-250 du code général des impôts relatifs à l'impôt minimum forfaitaire (article 11 LFI) ;
- Les articles 261, 262 et 264 du code général des impôts relatifs à la fiscalité immobilière (article 12 LFI) ;
- L'article 337 du code général des impôts relatif à la répartition du produit de la TUV (article 13 LFI) ;
- Dispositions de l'article 362 du code général des impôts relatives à la détaxation du gaz domestique (article 14).

En plus des dispositions fiscales de la loi de finances 2018, la LFR a fixé le principe, les modalités et les règles relatifs à l'ouverture de sous-compte du compte unique du Trésor dans les banques commerciales et autres opérateurs de technologie de paiement pour l'encaissement des recettes fiscales et des autres recettes instituées par l'article 18 de la LORF et a autorisé le ministre en charge du budget à recourir, par voie de contrat et aux meilleures conditions, aux services des banques commerciales installées en République de Guinée.

En exécution de ces dispositions, la collecte des recettes de la TUV a notamment été confiée aux banques commerciales et aux opérateurs de téléphonie (Orange Money). Des négociations ont également été entreprises pour instaurer, pour compter de janvier 2019, le paiement par virement RTGS (Real Time Gross System - Système de règlement brut en temps réel), des impôts, droits et taxes dus par les grandes et moyennes entreprises.

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

En raison de la conjoncture économique et des difficultés dans la mobilisation de certaines recettes, le Gouvernement a modifié à la baisse ses objectifs initiaux de recettes intérieures en les réduisant à 16 627,23 Mds.

L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat suivant la situation communiquée par les régies au 31 décembre 2018 se chiffre à 16 188,21 Mds contre une prévision en LFR de 16 627,23 Mds, soit un taux d'exécution de 97,36%. Les recettes ainsi mobilisées se

répartissent en recettes fiscales pour 13 748,85 Mds (84,93%), dons, legs et fonds de concours pour 1 769,40 Mds (10,93%) et les autres recettes pour 669,96 Mds (4,14%).

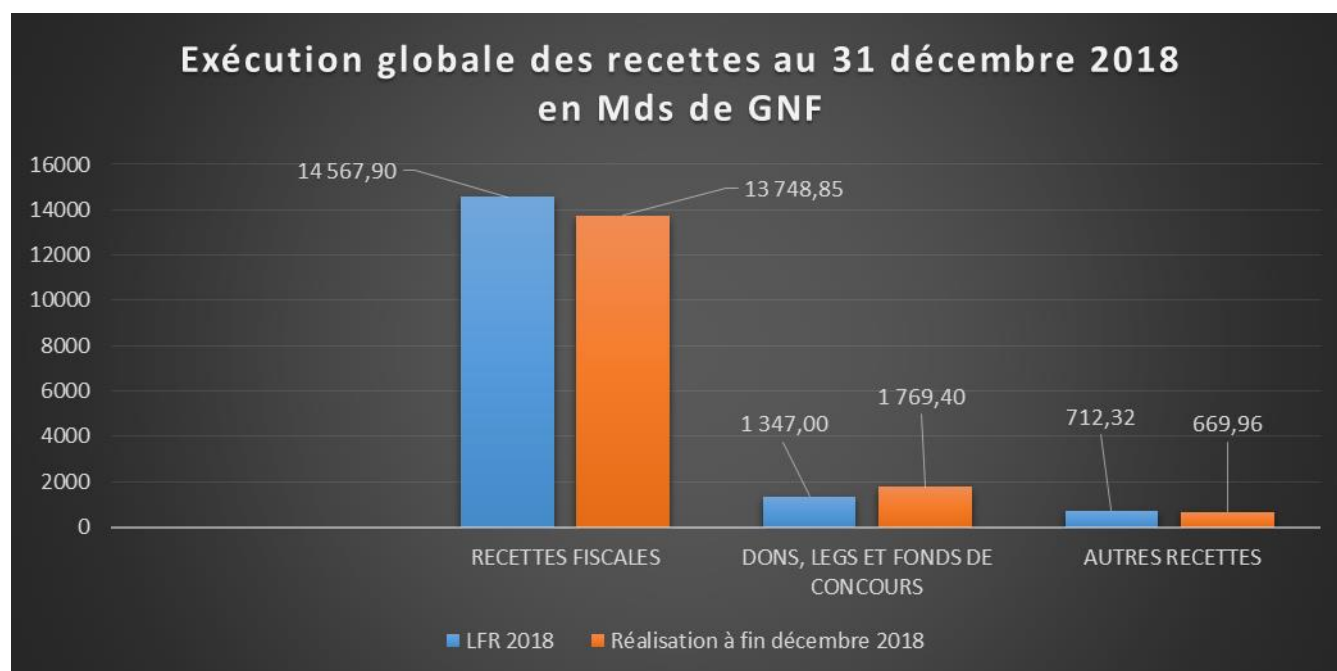
Sur la base des prises en charge comptables, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 15 975,12 Mds.

Tableau 5 : Execution globale des recettes à fin decembre 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	Situation à fin decembre 2018		
		Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	14 567,90	13 278,44	91,15%	84,48%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,00	1 769,40	131,36%	11,26%
3 AUTRES RECETTES	712,32	669,96	94,05%	4,26%
Total général	16 627,23	15 717,80	94,53%	100,00%

Sources :REGIES /DNB

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes



I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

1.1 Recettes fiscales

Sur une prévision au 31 decembre de 14 567,90 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 13 278,44 Mds, soit un taux d'exécution de 91,15%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 6 356,67 Mds (47,87%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 313,29 Mds (24,95%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 3 278,34 Mds (24,69%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

TABEAU 6: EXÉCUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE À FIN DÉCEMBRE 2018 (EN MILLIARDS DE GNF)

Libellés	LFR 2018	Réalisation fin décembre 2018	Taux	part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 246,57	3 278,34	100,98%	24,69%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	249,95	209,07	83,65%	1,57%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	32,97	72,05	218,54%	0,54%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	8 194,49	6 356,67	77,57%	47,87%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	2 802,24	3 313,29	118,24%	24,95%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	41,69	49,01	117,57%	0,37%
TOTAL RECETTES FISCALES	14 567,90	13 278,44	91,15%	100,00%

Sources : REGIES/DNB

1.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision de 1a LFR de 1 347,00 Mds, les dons, legs et fonds de concours ont été exécutés à hauteur de 1 769,40 Mds, soit 131,36%. Cette exécution concerne les appuis budgétaires pour 448,87 Mds, les dons affectés pour 1 061,33 Mds, la reconversion de dette remboursée en dons dont les montants sont utilisés pour des dépenses convenues avec le créancier (AFD) pour 227,27 Mds et le budget d'affectation spéciale pour 31,94 Mds.

La performance enregistrée s'explique par le financement des dons projets par l'Agence Internationale de Développement (IDA) pour 467,93 Mds contre 229,29 Mds prévus en LFR (204,08%) et par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour 495,58 Mds contre 235,64 Mds (210,31%) de la LFR¹.

TABEAU 4A : EXÉCUTION GLOBALE DES DONS À FIN DÉCEMBRE 2018 EN MILLIARDS DE GNF

Libellés	LFR 2018	Situation à fin décembre 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,00	1 347,00	1 769,40	131,36%	100,00%
DONS AFFECTÉS	852,00	852,00	1 061,33	124,57%	59,98%
DONS BUDGÉTAIRES	495,00	495,00	448,87	90,68%	25,37%

¹ **Remarques** : les données sur les dons et projets de l'Union Européenne (UE) n'apparaissent pas dans le tableau 13 de la DNIP en raison du traitement des demandes de retraits de fonds (DRF) par les services de l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement. Elles ne sont pas agrégées par la DNIP

C2D	0,00	0,00	227,27		12,84%
BAS	0,00	0,00	31,94	-	1,80%
Total général	1 347,00	1 347,00	1 769,40	131,36%	100,00%

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées, au 31 décembre 2018, à hauteur de 669,96 Mds sur une prévision de 712,32 Mds, soit un taux d'exécution de 94,05%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 485,07 Mds, soit 72,40%, les revenus de la propriété pour 101,11 Mds (15,09%), les ventes de biens et services pour 78,34 Mds (11,69%) et les amendes, pénalités et confiscations pour 5,45 Mds (0,81%). Les recettes diverses dont la prévision en LFI était de 83,98 Mds ont été portées à 432,26 Mds en LFR, suite au versement exceptionnel au courant du 1^{er} trimestre d'un montant de 300 Mds par l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

TABLEAU 7 : EXÉCUTION DES AUTRES RECETTES À FIN DÉCEMBRE 2018 EN MILLIARDS DE GNF

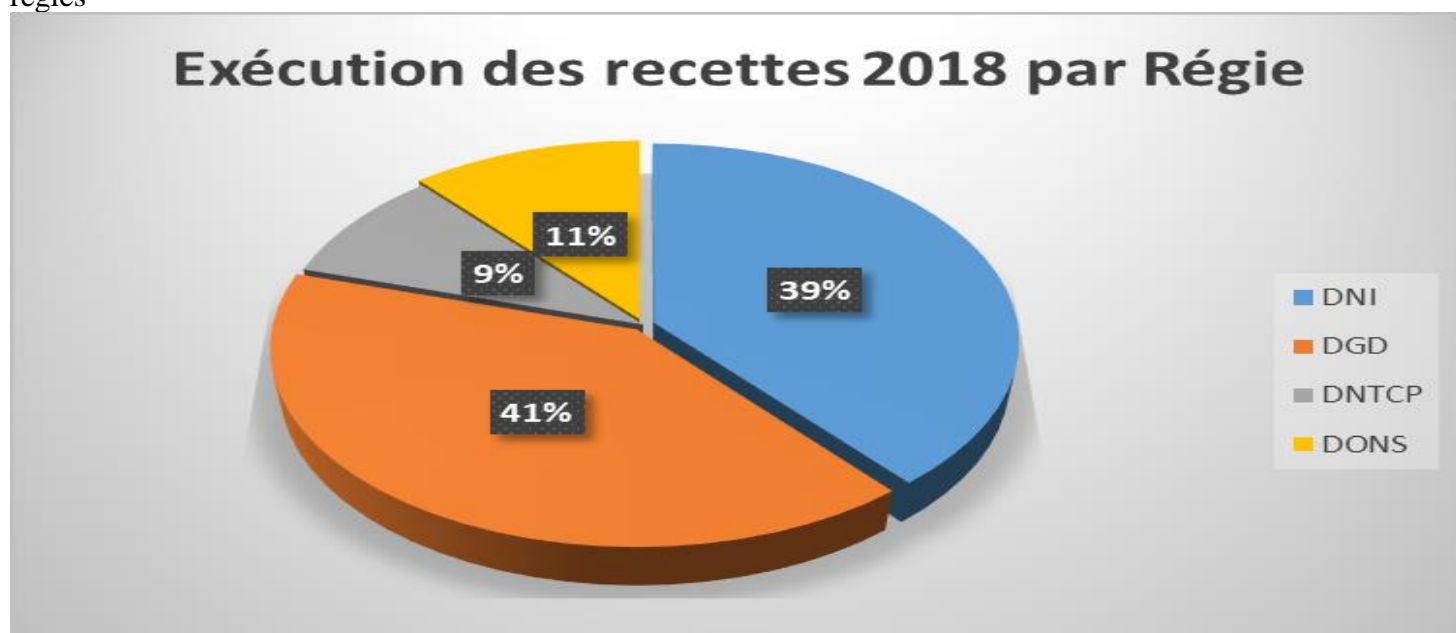
Libellés	LFR 2018	Prévision fin décembre 2018	Réalisation fin décembre 2018	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	712,32	712,32	669,96	94,05%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	93,73	101,11	107,87%	15,09%
312 Dividendes	93,73	93,73	101,11	107,87%	15,09%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	181,69	181,69	78,34	43,12%	11,69%
321 Ventes des établissements marchands	31,40	31,40	14,83	47,21%	2,21%
322 Droits et frais administratifs	148,89	148,89	63,52	42,66%	9,48%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,40	1,40	0,00	0,00%	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	8,64	5,45	63,01%	0,81%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	8,64	5,45	63,01%	0,81%
35 RECETTES DIVERSES	428,26	428,26	485,07	113,26%	72,40%
351 Recettes diverses	428,26	428,26	485,07	113,26%	72,40%
Total général	712,32	712,32	669,96	94,05%	100,00%

Sources :TDB/DNB

1.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif, au 31 décembre 2018, de 16 003,70 Mds hors dons, il a été mobilisé par les régies financières un montant de 13 948,53 Mds, soit un taux d'exécution de 87,16%.

Graphique 2 : Exécution des recettes par régies



Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 6 090,47 Mds (44%), de la Direction Générale des Douanes pour 6 431,68 Mds (46%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 1 426,38 Mds (10%).

– Direction Nationale des Impôts (DNI)

A fin décembre 2018, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 6 090,47 Mds sur un objectif de 6 704,12 Mds, soit un taux de mobilisation de 90,85%.

La part de chaque nature de recettes dans cette mobilisation est, par ordre d'importance, de 53,83% pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, 40,75% pour les impôts sur les biens et services, 3,43% pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre sur les revenus, 1,18% pour les impôts sur le patrimoine et 0,80% pour les autres recettes fiscales.

Le niveau de réalisation atteint par la DNI s'explique par:

- Le dépassement de 13,88 Mds de GNF constaté au niveau des impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital est dû à l'augmentation du taux indiciaire au niveau de la fonction publique et à la fiscalisation des rappels des salaires des nouveaux fonctionnaires. En outre, ce dépassement résulte de la régularisation des impôts sur salaires des sociétés sous-traitantes de la CBG, du paiement de l'impôt sur les dividendes, de la fiscalisation des travaux d'extension réalisés par la CBG et du captage des revenus fiscaux issus du démarrage des activités au niveau de certaines sociétés minières, notamment la GAC, COBAD et Alufer dans le cadre de l'assistance technique des experts étrangers. Il convient également de noter l'amélioration des résultats fiscaux déclarés par les entreprises redevables de ces impôts et le renforcement des actions de recouvrement menées par les services fiscaux.

- La plus-value de 1,94 Mds réalisée sur les impôts sur le patrimoine s'explique par les réformes intervenues dans le secteur immobilier, la cession d'actions effectuées par certaines sociétés et la maîtrise progressive des bases imposables.
- Le dépassement de 4,01 Mds enregistré au niveau des autres recettes résulte de la taxe assise sur l'importation des véhicules d'occasion et l'accroissement de création d'entreprises à l'APIP.

Les performances sur les rubriques ci-dessus citées ont été atténuées par des moins-values dues:

- à la faible souscription aux contrats d'assurance voyage et responsabilité civile au titre des impôts sur les services déterminés ;
- au manque à gagner enregistré au titre de la taxe sur les boissons alcoolisées;
- à la non maîtrise par l'administration fiscale des flux entrants et sortants au niveau des réseaux de télécommunications qui a affecté le niveau de collecte de la TARTEL ;
- à la non maîtrise du chiffre d'affaires des opérateurs de la téléphonie pour la taxe sur la valeur ajoutée ;
- à la moins-value constatée au niveau de la taxe d'apprentissage due aux exonérations conventionnelles.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

Tableau 8 : Exécution des recettes collectées par la DNI à fin déc 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	6 704,12	6 090,47	90,85%	99,71%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 309,47	3 278,48	99,06%	53,67%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	939,57	889,04	94,62%	14,55%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	1 727,89	1 773,59	102,64%	29,04%
113 Impôts non ventilables	642,00	615,85	95,93%	10,08%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	249,73	209,07	83,72%	3,42%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	249,73	209,07	83,72%	3,42%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	70,11	72,05	102,77%	1,18%
131 Impôts sur la propriété immobilière	44,27	14,70	33,21%	0,24%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	25,84	57,35	221,95%	0,94%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 029,82	2 481,86	81,91%	40,63%
141 Impôts généraux sur les biens et services	1 636,43	1 435,98	87,75%	23,51%
142 Les accises	21,42	93,18	435,04%	1,53%
143 Impôts sur les services déterminés	281,97	186,37	66,10%	3,05%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 090,00	766,33	70,31%	12,55%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	45,00	49,01	108,92%	0,80%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	45,00	49,01	108,92%	0,80%
Total	6 704,12	6 090,47	90,85%	99,71%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	12,36	17,89	144,78%	0,29%
Total YC Autres comptes à recevoir(Exclos)	6 716,48	6 108,36	90,95%	100,00%

Source :DNI/DNB

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes, à fin décembre 2018, se chiffrent à 6 431,68 Mds sur une prévision de la LFR 2018 de 5 971,48 Mds, soit un taux de réalisation de 107%. Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 313,29 Mds et les impôts sur biens et services pour 3 118,39.

L'exécution des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales représente 51,52% de l'ensemble des recettes mobilisées par la DGD. Elle porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 2 394,61 Mds, soit 72,27% et les taxes à l'exportation pour 918,68 Mds, soit 27,71%.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services, l'exécution représente 48,49% et porte sur les impôts généraux sur les biens et services pour 2 940,73 Mds (94,30%) et les accises pour 177,67 Mds (5,70%).

La performance réalisée par la DGD s'explique essentiellement par les facteurs ci-après :

- la plus-value de 511,05 Mds enregistrée sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales due à la performance réalisée au niveau des droits de douane et autres droits à l'importation (420,98 Mds) et la taxe à l'exportation (90,07 Mds).
- le droit fiscal à l'importation et la rédevance de liquidation ont respectivement contribué à la réalisation de cette performance pour 407,48 Mds et 90,07 Mds.
- l'augmentation du volume de la production des sociétés minières évoluant dans le secteur de la bauxite et autres telle que la Société Minière de Boké (SMB), la Compagnie de Développement des Mines de Chine (CDM-Chine), la Guinéenne des Mines (GM) et COBAD qui a reconforté le niveau des recettes d'exportation (DFS).

Cette performance est atténuée par la moins-value de 50,85 Mds enregistrée au niveau des impôts sur les biens et services.

- Impôts sur les biens et services : Sur une prévision de 3 169,24 Mds en LFR 2018, il a été réalisé 3 118, 39 Mds soit un taux de 98,40%. La moins-value enregistrée au niveau de cette rubrique est due à la contreperformance au niveau des accises (203,62 Mds).

Cette moins-value s'explique par la faible réalisation des taxes spécifiques sur les produits pétroliers en raison de la hausse du prix du baril sur le marché international qui a eu pour conséquence l'augmentation des subventions qui se chiffrent pour l'année 2018 à hauteur de 713,92 Mds de GNF. Cette augmentation de la subvention a impacté négativement le niveau de recettes mobilisées par la DGD au cours du 1^{er} semestre. La situation s'est nettement améliorée au cours du second semestre suite à la mesure d'ajustement de la structure des prix des produits pétroliers intervenue le 1^{er} juillet 2018 ; A cet effet, le Gouvernement a mené une campagne de sensibilisation

des couches sociales sur le bien-fondé de cette mesure et a mis en place des actions d'encadrement et d'atténuation, notamment l'augmentation du charroi des bus pour le transport en commun à Conakry.

Tableau 9 : Exécution des recettes collectées par la DGD à fin déc 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	prévision fin déc 2018	Réalisation fin déc 2018	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 169,24	3 117,88	3 118,39	98,40%	48,48%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 787,95	2 923,11	2 940,73	105,48%	45,72%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	2 787,95	2 923,11	2 940,73	105,48%	45,72%
1411002 TVA à l'importation	2 533,92	2 672,73	2 699,26	106,52%	41,97%
1411003 TVA sur FINEX	254,03	250,38	241,47	95,06%	3,75%
142 Les accises	381,29	194,77	177,67	46,60%	2,76%
14210 Droits d'accises	59,15	86,00	98,67	166,82%	1,53%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	322,15	108,77	79,00	24,52%	1,23%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	2 802,24	3 184,49	3 313,29	118,24%	51,52%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	1 973,63	2 225,84	2 394,61	121,33%	37,23%
15110 Droit fiscal à l'Importation	1 477,10	1 722,40	1 884,58	127,59%	29,30%
15111 Droit de Magasinage	0,37	0,37	0,39	106,66%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	66,14	69,31	67,23	101,64%	1,05%
15113 Redevances de liquidation	370,63	373,06	383,09	103,36%	5,96%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	2,45	2,45	2,24	91,15%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	25,62	25,62	24,52	95,70%	0,38%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	23,60	23,60	24,08	102,02%	0,37%
15118 Amendes et confiscations douanières	3,69	3,69	4,61	124,77%	0,07%
15119 Redevances de prestation administratives	4,03	5,34	3,88	96,18%	0,06%
152 Taxes à l'exportation	828,61	958,65	918,68	110,87%	14,28%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	826,84	956,65	916,44	110,84%	14,25%
15213 Droit fiscal à la Sortie	1,77	2,00	2,24	126,72%	0,03%
Total	5 971,48	6 302,37	6 431,68	107,71%	100,00%
Autres Comptes à Recevoir (Exclos)	180,00	183,69	187,44	104,13%	2,72%
RER	263,69	301,23	264,94	100,47%	3,85%
Total yc RER et Autre compte	6 415,17	6 787,29	6 884,06	107,31%	100,00%

Sources : DGD/DNB

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Au regard de l'évolution du rythme d'entrée des recettes collectées par la DNTCP, les objectifs à fin décembre ont été réduits à 1 939,49 Mds contre une prévision en LFR de 3328.17 Mds, afin de mieux organiser la sortie 2018. En dépit de cette contraction, la DNTCP n'a pas pu atteindre cet objectif révisé. La mobilisation des recettes collectées par la DNTCP souffre encore de la faible coordination entre le ministère de l'économie et des finances et les ministères sectoriels, ainsi que des dysfonctionnements dans la maîtrise des

assiettes. Un diagnostic a été réalisé en 2018, dont les préconisations devraient permettre d'améliorer l'encadrement de ces recettes, tant en matière de prévision que de collecte.

En effet, à fin décembre 2018, la Recette centrale du Trésor a mobilisé 1 426,38 Mds sur une prévision en LFR de 3 328,17 Mds, soit un niveau de réalisation de 42,86%. Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 756,43 Mds représentant 53,03% des recettes mobilisées par cette régie financière avec un taux d'exécution de 59,62% et les autres recettes pour 669,96 Mds constituant 45,97% du total de recettes, avec un taux d'exécution de 94,05%. Il convient de préciser que les recettes fiscales sont en grande partie constituées des recettes en devises du secteur minier pour lesquelles l'Agence comptable centrale du Trésor est comptable assignataire et de diverses redevances collectées par la Recette centrale du Trésor, en collaboration avec les services d'assiette des ministères sectoriels.

La contreperformance enregistrée au niveau de cette regie s'explique par les moins-values constatées sur les recettes fiscales (512,42 Mds dont 470.73 sur les recettes du secteur minier) et les autres recettes (42,36 Mds).

Tableau 10 : Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin déc 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFR 2018	Réalisation fin déc 2018	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	1 268,85	756,43	59,62%	53,03%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 227,16	756,43	61,64%	53,03%
141 Impôts généraux sur les biens et services	872,86	436,81	50,04%	30,62%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	872,86	436,81	50,04%	30,62%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	864,66	436,81	50,52%	30,62%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	8,20	0,00	0,00%	0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	354,30	319,62	90,21%	22,41%
14417 Redevances sociétés de pêche	0,00	61,14	#DIV/0!	4,29%
1441700 Redevances sociétés de pêche	0,00	61,14	#DIV/0!	4,29%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	354,30	5,80	1,64%	0,41%
1441800 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	0,00	5,80	#DIV/0!	0,41%
14419 Redevances exploitation minières	0,00	205,69	#DIV/0!	14,42%
1441900 Redevances exploitation minières	0,00	205,69	#DIV/0!	14,42%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)		26,76	#DIV/0!	1,88%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises(DDI-DDE)		26,76	#DIV/0!	1,88%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	0,00	20,00	#DIV/0!	1,40%
1442200 Redevances Téléphone Mobile GSM	0,00	20,00	#DIV/0!	1,40%
14425 Redevances chasses et faune	0,00	0,23	#DIV/0!	0,02%
1442500 Redevances chasses et faune	0,00	0,23	#DIV/0!	0,02%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	41,69	0,00	0,00%	0,00%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	41,69	0,00	0,00%	0,00%
16110 Timbres fiscaux	32,43	0,00	0,00%	0,00%
3 AUTRES RECETTES	712,32	669,96	94,05%	46,97%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	101,11	107,87%	7,09%
312 Dividendes	93,73	101,11	107,87%	7,09%
31210 Dividendes perçus	93,73	101,11	107,87%	7,09%
3121000 Dividendes perçus	0,00	101,11	#DIV/0!	7,09%

Libellés	LFR 2018	Réalisation fin déc 2018	Taux	part
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	181,69	78,34	43,12%	5,49%
321 Ventes des établissements marchands	31,40	14,83	47,21%	1,04%
32110 Locations d'actifs produits	20,01	0,60	3,02%	0,04%
32111 Locations d'actifs non produits	11,39	14,22	124,81%	1,00%
322 Droits et frais administratifs	148,89	63,52	42,66%	4,45%
32211 Frais judiciaires	0,67	0,43	64,65%	0,03%
3221100 Frais judiciaires	0,67	0,43	64,65%	0,03%
32212 Recettes Consulaires	7,03	2,45	34,83%	0,17%
3221200 Recettes Consulaires	7,03	2,45	34,83%	0,17%
32222 ventes de passeports	0,00	26,76	#DIV/0!	1,88%
3222200ventes de passeports	0,00	26,76	#DIV/0!	1,88%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	66,99	0,00	0,00%	0,00%
3221400 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	66,99	0,00	0,00%	0,00%
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0,00	0,00%	0,00%
3221600 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0,00	0,00%	0,00%
32217 Vente de documents administratifs	60,29	26,76	44,39%	1,88%
3221700 Vente de documents administratifs	60,29	26,76	44,39%	1,88%
32219 Droits Topographiques	1,42	0,00	0,00%	0,00%
32223 Permis de conduire	1,27	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	8,44	7,11	84,29%	0,50%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,27	0,00	0,00%	0,00%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,40	0,00	0,00%	0,00%
32310 Recettes des publications	1,40	0,00	0,00%	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	5,45	63,01%	0,38%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	5,45	63,01%	0,38%
33110 Amendes judiciaires	0,78	0,00	0,00%	0,00%
3311100 Amendes Polices routières	0,00	0,23	#DIV/0!	0,02%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,79	0,00	0,00%	0,00%
33113 Amendes Pêche	6,27	5,22	83,24%	0,37%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
35 RECETTES DIVERSES	428,26	485,07	113,26%	34,01%
351 Recettes diverses	428,26	485,07	113,26%	34,01%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,13	0,00	0,00%	0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	28,12	24,22	86,13%	1,70%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	60,59	#DIV/0!	4,25%
35114 Recettes Exceptionnelles	400,00	400,25	100,06%	28,06%
Total DNTCP	3 328,17	1 426,38	42,86%	100,00%
Total CADASTRE	0,00	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	0,00	0,00		0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	3 328,17	1 426,38	42,86%	100,00%

Sources : TDB/DNB

I-3 : Situation des restes à recouvrer

En raison de l'indisponibilité des données sur les restes à recouvrer des recettes fiscales encadrées par la DNI², seule la situation des restes à recouvrer au cordon douanier a pu être recensée. A cet effet, les restes à recouvrer au niveau de la Direction Générale des Douanes au cours de la période se chiffrent à 171,95 Mds tels que renseignés dans le tableau suivant.

TABLEAU 11 : SITUATION DES RESTES À RECOUVRER À FIN DÉCEMBRE 2018 EN MILLIARDS DE GNF

NATURE DES RECETTES	Situation des RAR à fin décembre 2018		
	EMISSIONS (1)	RECOUVREMENTS (2)	RESTES A RECOUVRER (3=1-2)
IMPÔTS	Non disponible	Non disponible	Non disponible
DOUANES	6 752,87	6 580,92	171,95
TRESOR	Non disponible	Non disponible	Non disponible
TOTAL	6 752,87	6 580,92	171,95

Sources : Régies (DGD)

² La DNI a lancé une campagne d'identification des restes à recouvrer qui débouchera sur un plan d'action mettant en perspectives les restes à recouvrer recouvrables pour lesquelles des actions de recouvrement devraient être initiées et celles irrécouvrables pour lesquelles des admissions en non valeur seront proposées, en vue de nettoyer les comptes courants fiscaux des contribuables.

II- Situation d'exécution des dépenses budgétaires

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin décembre 2018 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus avant septembre 2018 ont été ratifiés par la LFR 2018, adoptée en septembre. Quant aux mouvements intervenus après l'adoption de la LFR, ils s'élèvent en annulation à 1 219,55 Mds et en ouverture à 837,12 Mds, soit une diminution nette des crédits LFR de 382,43 Mds. Ces mouvements ont conduit à des crédits définitifs hors FINEX au 31 décembre de 14 468,24 Mds qui se présentent comme suit:

TABLEAU 12 : SITUATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS À FIN DÉCEMBRE 2018 (EN MILLIARDS DE GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Annulation	Ouverture	Total	
1	Présidence de la Rep	369,47		163,13	163,13	532,60
2	Primature	71,95		10,60	10,60	82,54
3	Min.de la Défense	1 774,45	116,43		-116,43	1 658,03
4	Min.Admin.Terr.Dec	344,85	62,57		-62,57	282,28
5	Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	2,16		-2,16	327,01
6	Min.Justice.Gar.Scea	87,68	16,94		-16,94	70,74
7	Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	58,34		-58,34	268,93
8	Ministère du Plan	84,88	33,82		-33,82	51,05
9	Min.Eco.et Finances	215,10	33,80		-33,80	181,30
10	Min. Travail et FP	74,05	23,90		-23,90	50,15
11	Min.de l'Agr	267,87	24,73		-24,73	243,14
12	Min.Pêche & Aquacul	42,39	6,90		-6,90	35,49
13	Min.Géo.Min	50,76	8,23		-8,23	42,53
14	Min.EtatTravaux.Pub.	917,63		424,04	424,04	1 341,67
15	Min.Urb.Habit. Const	63,03	16,70		-16,70	46,32
16	Mn.Comm	34,68	11,74		-11,74	22,94
17	Min. Hotel. Tourisme	33,08	8,70		-8,70	24,38
18	Min.Santé.Hy.Publiq	1 045,41		183,93	183,93	1 229,35
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	75,38	0,83		-0,83	74,55
20	Min. Ens.pré.univ	1 510,22		9,18	9,18	1 519,40
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75		8,47	8,47	224,22

22	Minist. Information	38,69	16,46		-16,46	22,23
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	20,65		-20,65	13,27
24	Assemblée.Nationale	188,78		0,00	0,00	188,78
25	Cour Suprême	27,06		0,00	0,00	27,06
26	Haute Autorité. Comm	18,26		0,00	0,00	18,26
27	Conseil Eco. Social	22,92			0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	6,42	5,33		-5,33	1,10
29	Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00		5,00	5,00	10,00
30	Sec. Affair.Relig.	65,70	0,79		-0,79	64,91
31	Min.EnvIRON.Eaux.For	105,28		13,40	13,40	118,67
32	Ministère Transports	54,85	3,19		-3,19	51,66
33	Grande Chancel.	12,25	0,04		-0,04	12,21
34	Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	232,28		-232,28	572,92
35	Grands Projets	24,14		3,11	3,11	27,25
36	Min.Etat Energie Env	1 188,36	183,83		-183,83	1 004,53
37	Min. Tél. Econ.Num	31,14	0,08		-0,08	31,06
40	Ministère Elevage	14,99	1,73		-1,73	13,26
41	Min.Industrie et PME	71,71		6,27	6,27	77,98
43	Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	60,60		-60,60	92,03
46	Sec Etat Anti drogue	5,39	2,53		-2,53	2,86
50	Ensembles des Gouvern	4,74		0,00	0,00	4,74
64	Min.du Budget	120,12	41,79		-41,79	78,34
67	Médiateur.Répub	17,57		0,00	0,00	17,57
69	CENI	276,03		0,00	0,00	276,03
72	Cours.Const	24,47	0,32		-0,32	24,15
73	Cour des Comptes	41,09		0,00	0,00	41,09
74	Haute Cour de Justic	2,50		0,00	0,00	2,50
75	Haut Conseil Collect	3,40		0,00	0,00	3,40
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91		0,00	0,00	6,91
77	Min.UniteNat.Citoy	8,71	5,62		-5,62	3,09
78	Ministere en charge des investissements et du partenariat public-prive	5,00		5,00	5,00	10,00
79	Ministere charge des hydrocarbure	5,00		5,00	5,00	10,00
99	Dépenses Communes	3 527,40	218,55		-218,55	3 308,85
Total		14 850,67	1 219,55	837,12	-382,43	14 468,24

Sources : DNB/DNSI

De ce tableau, il ressort que :

- Suite aux annulations et aux ouvertures de crédits opérées respectivement de 1 219,55 Mds et 837,12 Mds après la LFR 2018, il s'est dégagé une différence de de -382,43 Mds faisant passer les crédits hors finex de 14 850,67 Mds en LFR à 14 468,24 Mds.
- 31 sections budgétaires ont enregistré une baisse de leurs crédits dont une part importante des allocations des ministères de l'Enseignement Supérieur et de la

Recherche Scientifique, des Dépenses Communes, de l'énergie et de l'hydraulique et de la Défense Nationale.

- 12 sections budgétaires ont connu une augmentation de crédits, notamment les ministères des Travaux Publics, de la Santé et de la Présidence de la République.
- 11 sections ont maintenu leur niveau de crédits budgétaires ouverts en loi de finances rectificative.

Il convient de préciser que les actes réglementaires qui sous-tendent ces mouvements de crédits intervenus après l'adoption de la loi de finances rectificative seront ratifiés en loi de règlement 2018.

II-2 Analyse globale des dépenses

Après la promulgation de la LFR, le Gouvernement a revu ses ambitions de recettes auxquelles il a adossé un plan d'engagement qui a ajusté les plafonds d'engagements de dépenses, en vue de maintenir la stabilité macroéconomique en fin d'année et viser les critères quantitatifs de son programme économique et financier. En conséquence, les engagements ont été plafonnés à hauteur de 14 451,49 Mds hors FINEX contre une autorisation en LFR de 14 837,49 Mds. En fin d'année, les engagements globaux, toutes les natures économiques, se sont établis à 13 105,19 Mds sur lesquels les paiements représentent 11 915,26 Mds. Globalement, les engagements ont été contenus à un niveau inférieur aux plafonds du plan d'engagement à l'exception des dépenses de personnel et celles des biens et services.

L'exécution des dépenses y compris FINEX, au 31 décembre 2018, se chiffre à 15 251,94 Mds contre une prévision de la LFR de 19 190,49 Mds conformément au reclassement opéré en exécution de la nouvelle nomenclature budgétaire, soit un taux d'exécution de 79,48%.

Comparée aux prévisions de la LFR 2018 de 14 850,67 Mds, l'exécution des dépenses hors finex, base paiement, se chiffre à 11 915,26 Mds soit 80,31% . Cette exécution concerne les dépenses courantes pour 10 650,27 Mds (89,38%) et les dépenses d'investissement pour 1 264,99 Mds (10,62%) . Cependant, les dépenses engagées se sont établies à 13 105,19 Mds, soit 88,25 %.

Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables, se chiffre à 17 328,63 Mds.

Comparé à l'exercice 2017, l'exécution globale des dépenses se situe 103,90%.

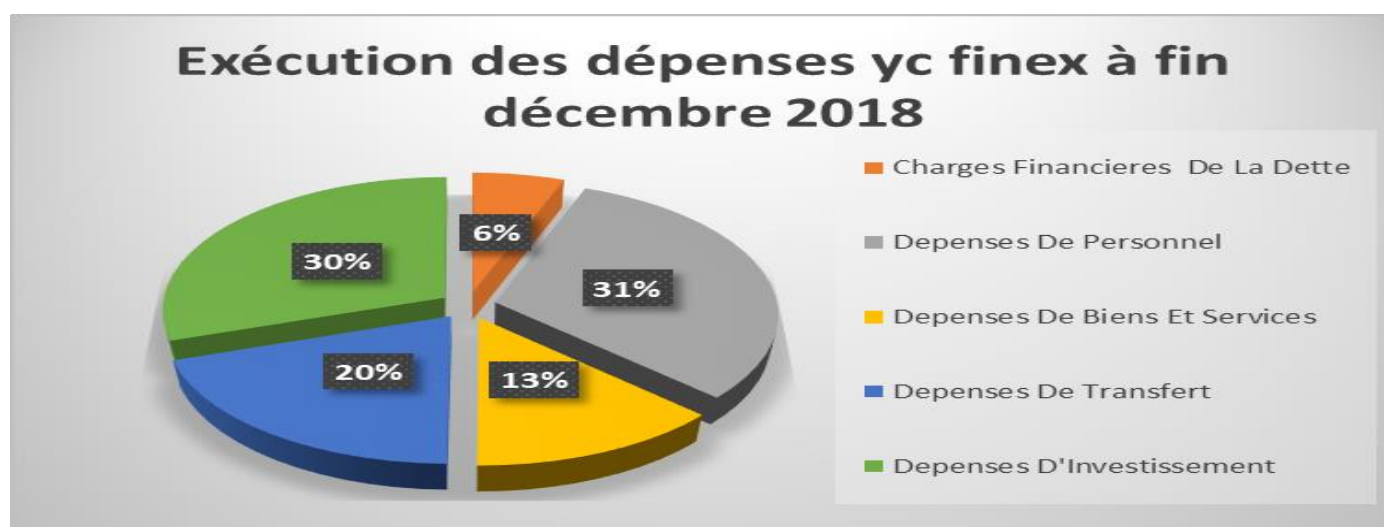
Le tableau ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre.

Tableau 13: Execution globale/grandes natures et phases de la depense publique hors FINEX

Libellés	LFR	Modific ations	Crédits Actuels	Plan d'Engagem ent Déc	Engagements		Paielements	
					Déc	Taux	Déc	Taux
Charges Financieres De La Dette	1 185,99	-76,01	1 109,99	1164,39	878,94	74,11%	878,94	74,11%
Depenses De Personnel	4 630,42	-103,12	4 527,30	4451,67	4 756,69	102,73 %	4 747,40	102,53%
Depenses De Biens Et Services	2 940,01	-155,55	2 784,46	2437,43	2 589,47	88,08%	2 021,82	68,77%
Depenses De Transfert	3 519,17	-264,77	3 254,40	3188,00	3 125,79	88,82%	3 002,11	85,31%
Depenses D'Investissement	2 575,08	217,02	2 792,09	3210,00	1 754,30	68,13%	1 264,99	49,12%
TOTAL	14 850,67	-382,43	14 468,24	14 451,49	13 105,19	88,25%	11 915,26	80,23%

Sources : DNB/DNSI

Graphique 3: Analyse globale des dépenses



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin décembre 2018, sur un objectif de la LFR de 12 275,60 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 10 650,27 Mds, soit un taux d'exécution de 86,76%. Cette exécution par titre se décompose ainsi qu'il suit:

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif à fin décembre de 1 185,99 Mds inscrit en loi de finances rectificative, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 878,94 Mds, soit 74,11%. Cette exécution concerne les intérêts aux non résidents pour 557,41 Mds et les intérêts aux résidents autres que les administrations publiques pour 321,53 Mds.

• **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des dépenses de personnel, il a été réalisé, au 31 décembre 2018, un montant de 4 747,40 Mds (102,49%) sur un objectif de 4 631,91 Mds.

Ce dépassement s'explique essentiellement par le rehaussement de la valeur monétaire du point d'indice (VMPI) de l'administration générale de 10% en juillet et septembre et du paiement de la prime de documentation au secteur éducatif en septembre.

Cette exécution concerne les salaires et traitements pour 4 743,51 Mds et les cotisations sociales à charge de l'Etat pour 3,89 Mds.

Les traitements et salaires concernent les salaires et traitements en espèces pour 4 142,20 Mds soit 87,32% et les salaires et traitements en nature pour 601,35 Mds soit 12,68%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 5 160,93 Mds.

• **Titre III : Dépenses de biens et services**

Sur un objectif, au 31 décembre 2018, de 2 830,72 Mds, il a été exécuté au titre des dépenses de biens et services un montant de 2 021,82 Mds, soit un taux d'exécution de 71,42% contre un niveau de mandatement dont la prise en charge comptable s'élève à 2 509,11 Mds.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Achats de fournitures et biens courants.....56,90 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques155,81 Mds ;
- Fournitures de services.....320,07 Mds ;
- Achat de carburants et lubrifiants.....235,77 Mds ;
- Consommation eau, électricité et télécommunications.....226,30 Mds ;
- Frais de déplacement.....241,08 Mds ;
- Frais de représentation et manifestation51,70 Mds ;
- Entretien et réparations.....19,90 Mds ;
- Dépenses diverses714,28 Mds.

• **Titre IV: Dépenses de transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 3 002,11 Mds sur un objectif à fin décembre de 3 519,17 Mds, soit un taux d'exécution de 85,31%. Les transferts effectués en faveur de la Société Electricité de Guinée (EDG) se chiffrent à 919,46 Mds contre le montant de 1 050 Mds inscrit en LFR.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 2 052,27 Mds, soit 68,36 % ;
- Transferts en capital..... 28,65 Mds, soit 0,95% ;
- Transferts aux ménages..... 834, 74 Mds, soit 27,80% ;
- Autres transferts.....86,45 Mds, soit 2,88%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 3 224,90 Mds, soit 91,64% par rapport à l'objectif annuel.

• Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution à fin décembre des dépenses d'investissements publics financées sur ressources propres se chiffre à 1 264,99 Mds contre une prévision de 2 669,70 Mds, soit un taux d'exécution de 47,38%. Cette exécution se décompose en immobilisations non financières pour 1 149,00 Mds (90,83%) et en immobilisations financières pour 115,99 Mds (9,17%).

Quant aux paiements réalisés sur ressources extérieures, ils se chiffrent à 3 336,68 Mds contre une prévision de la LFR de 4 353,00 Mds soit 76,65%.

Tableau 14 : Exécution des projets FINEX en milliards de GNF à fin décembre 2018

CODE	LIBELLE	PREVISIONS FINEX 2018				EXECUTION FINEX 2018			
		PRETS	DONS	TOTAL	Pourcent age	PRETS	DONS	TOTAL	Pourcent age
02	Agence Française de Développement (AFD) / France	0,00	130 460,00	130 460,00	4,37%	0,00	0,00	0,00	0,00%
04	Agence Internationale de Développement (IDA)	1 749 410,00	229 290,00	1 978 700,00	40,79%	1 054 639,80	467 928,70	1 522 568,50	45,63%
05	Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID)	57 060,00	47 170,00	104 230,00	2,66%	39 699,80	13 545,20	53 245,00	1,60%
06	Groupe Banque Africaine de Développement (BAD – FAD)	246 270,00	235 640,00	481 910,00	12,55%	150 938,30	495 580,88	646 519,18	19,38%
07	Banque Arabe Développement Economique de l'Afrique (BADEA)	250 000,00	8 400,00	258 400,00	5,01%	80 134,70	0,00	80 134,70	2,40%
08	Banque Islamique de Développement (BID)	805 130,00	244 540,00	1 049 670,00	23,43%	424 100,30	0,00	424 100,30	12,71%
09	Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe (FKDEA)	0,00	0,00	0,00	0,00%	16 590,30	0,00	16 590,30	0,50%
10	Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	0,00	47 170,00	47 170,00	1,58%	0,00	84 271,80	84 271,80	2,53%

12	³ Union Européenne / Fonds Européen de Développement (FED) / BEI	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
13	Fonds Saoudien de Développement (FSD)	36 240,00	0,00	36 240,00	0,69%	184 858,00	0,00	184 858,00	5,54%
14	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	0,00	106 060,00	106 060,00	3,55%	0,00	0,00	0,00	0,00%
15	La République Populaire de Chine (Eximbank Chine)	0,00	0,00	0,00	0,00%	324 396,00	0,00	324 396,00	9,72%
16	Système Nations Unies*	0,00	52 430,00	52 430,00	1,76%	0,00	0,00	0,00	0,00%
17	La République D'Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
21	Fonds Abu Dhabi pour le Développement (ADFD)	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
22	BIDC	0,00	7 610,00	7 610,00	0,25%	0,00	0,00	0,00	0,00%
23	C2D	0,00	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00%
24	Autres**	0,00	100 560,00	100 560,00	3,37%	0,00	0,00	0,00	0,00%
TOTAL		3 144 110,00	1 209 330,00	4 353 440,00	100,00%	2 275 357,20	1 061 326,58	3 336 683,78	166,61%

*La ligne Système des Nations Unies comprend : PNUD, FAO, ONUDI, FNUAP, OMS, UNICEF et UNFPA

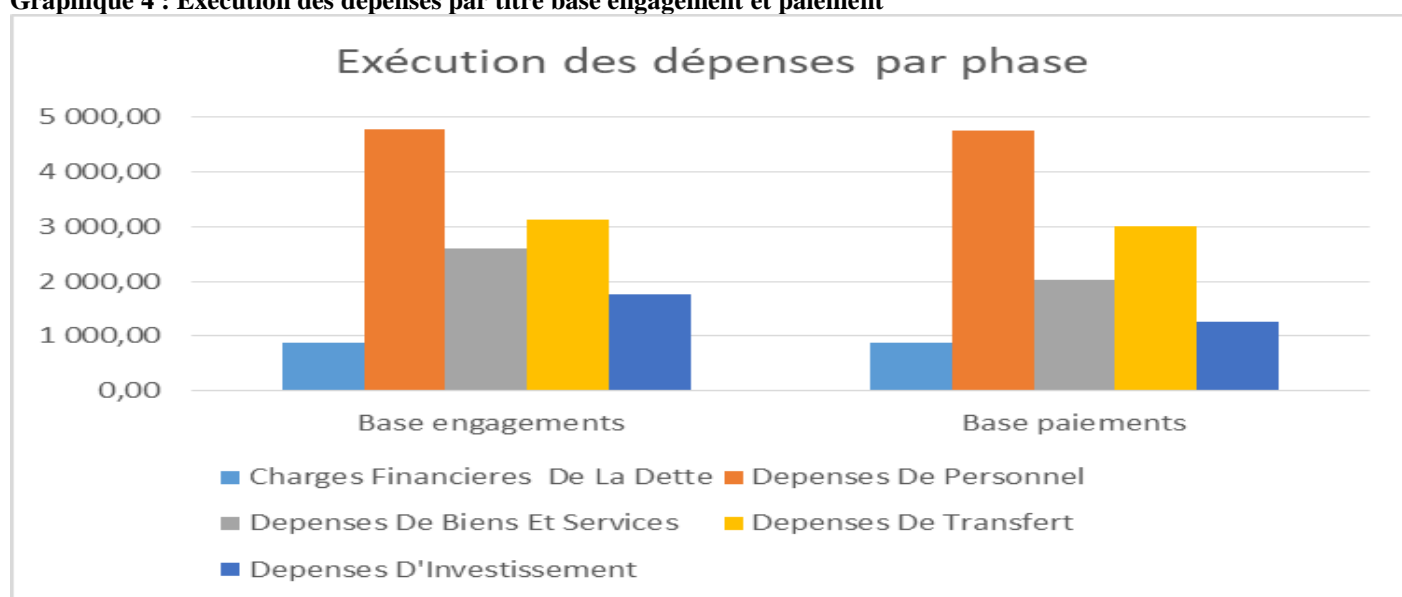
**La ligne Autres comprend : CFC, UA, Pays-Bas, Amba USA, Af Sud, Vietnam, ...

Source : DNIP

Au 31 décembre 2018, le niveau d'exécution du financement extérieur en terme de dons se chiffre à 1 061,33 Mds, soit 130,92% par rapport à la LFR. Cette situation correspond à la situation des demandes de retrait de fonds enregistrées et traitées à la Direction Nationale des Investissements Publics (DNIP).

³ **Remarques** : les données sur les dons et projets de l'Union Européenne (UE) n'apparaissent pas dans le tableau 13 de la DNIP en raison du traitement des demandes de retraits de fonds (DRF) par les services de l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement. Elles ne sont pas agrégées par la DNIP

Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement et paiement



II-2-2 Situation des instances de paiement au 31 décembre 2018

Les instances de paiement de la période se chiffrent globalement à 1 974,47 Mds. Elles concernent les , les traitements et salaires pour 1,65 Mds, le fonctionnement biens et services pour 115,55 Mds, les interventions, subventions et transferts pour 43,73 Mds et les dépenses d'investissement pour 1 813,53 Mds.

La situation des instances de paiement au 31 mars 2019 se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 15 : Situation des instances de paiements au 31 décembre 2018

Titres	Instances de paiements		Total
	(-) de 90 jours	(+) de 90 jours	
Titre II: Depenses de Personnel	0,028	1,62	1,65
Titre III: Depenses de Biens et Services	0,28	115,27	115,55
Titre IV: Depenses de Transferts	4,67	39,06	43,73
Titre V: Depenses d'Investissement	1591,49	222,04	1813,53
Total	1596,47	378,00	1974,47

Sources : DNTCP

III-Solde budgétaire

Le solde de base à fin décembre 2018, se chiffre à 924,48 Mds soit 0,73% du PIB contre un objectif plancher de 903,03 Mds, ce qui représente 0,85% du PIB, soit un dépassement de 21,45 Mds. Le respect de ce critère de réalisation quantitatif du programme économique du Gouvernement a contribué au maintien de la stabilité macroéconomique en fin d'année. Il a été obtenu au prix d'un resserrement budgétaire compatible avec le niveau des recettes mobilisées au cours de l'année 2018

Le niveau des paiements a également été contraint pour respecter le critère de position nette du Trésor dans les livres de la BCRG. Il en a résulté des restes à payer au titre de l'exercice 2018, dont une bonne partie a été payée au cours de la période complémentaire. Quant au reliquat des arriérés de 2018, ils ont été consolidés en vue d'un apurement progressif suivant les possibilités de la trésorerie.

Le solde net de gestion s'est établi à -1 353,51 milliards contre un repère à fin décembre de -2 846,78 Mds dégageant un besoin de financement de 6 876,32 Mds pour la couverture des investissements.

IV-Operations de financement

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé par des ressources de financement de 4 063,60 Mds contre des charges de financement de 2 967,38 Mds.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de l'année 2018 se chiffrent à 4 063,60 Mds contre 4 605,45 Mds en LFR 2018. Cette réalisation se décompose en emprunts pour 3 869,40 Mds, en remboursement de prêts accordés pour 182,29 Mds et en cession d'actifs pour 11,91 Mds.

Les souscriptions aux bons du trésor à fin décembre 2018 se chiffrent à 5 353,56 Mds dont 4 289,64 Mds en principal et 276,73 en intérêt.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 2 967,38 Mds représentant les remboursements du capital des emprunts dont remboursement emprunts intérieurs 2 358,67 Mds et 608,71 Mds en emprunts extérieurs.

Tableau 16 : la situation des ressources et des charges de financement

3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 605,45	4 063,60	88,23%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF				0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	16,44	11,91	72,45%	0,29%
32	EMPRUNTS	4 395,00	3 869,40	88,04%	95,22%
321	Emprunts Intérieurs	237,00	1 063,91	448,91%	26,18%
	<i>dt Banque commerciale</i>	237,00	1 063,91	448,91%	26,18%
322	Emprunts Extérieurs	4 158,00	2 805,49	67,47%	69,04%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	194,01	182,29	93,96%	4,49%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	1,11	0,65	58,49%	0,02%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers				0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	192,91	181,64	94,16%	4,47%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	0,00		0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 029,00	2 967,38	146,25%	146,25%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF				
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 029,00	2 967,38	146,25%	146,25%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 317,00	2 358,67	179,09%	116,25%
	<i>dt Banque Centrale</i>	327,00	1 373,93	420,16%	67,71%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	712,00	608,71	85,49%	30,00%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR				0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales				0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)				0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises				0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers				0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)				0,00%
439	Autres prêts et avances accordés				0,00%

V-Conclusion

A fin décembre 2018, l'exécution globale du budget de l'Etat dégage un taux de 79,48% par rapport aux objectifs de la loi de finances rectificative.

L'exécution des recettes à fin décembre 2018, base encaissement, présente une tendance pas très favorable et se situe à 97,36% par rapport aux prévisions de la période. Quant aux dépenses, elles se situent à un niveau relativement faible 79,48% par rapport à l'objectif annuel de la LFR, notamment sur le volet investissement sur ressources intérieures dont le taux d'exécution est de 47,38%.

Comparativement à la situation de fin décembre 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018 fait globalement apparaître une hausse des recettes et des dépenses toutes natures confondues respectivement de 1 801,53 Mds et 842,42 Mds.

Le solde de base à fin décembre 2018 se chiffre à 924,48 Mds, soit 0,73% du PIB contre un objectif du programme FMI de 903,03 Mds soit 0,85% du PIB, soit un dépassement de 21,45 Mds.

L'exécution annuelle a été caractérisée par une contraction des paiements afin d'atteindre les objectifs de politique budgétaire convenus avec le FMI.

Le solde net de gestion s'est établi à -1 353,51 milliards contre un repère à fin décembre de -2 846,78 dégageant un besoin de financement de 6 876,32 Mds pour la couverture des investissements.

ANNEXES

Tableau 17 : Exécution globale/phase de la dépense et par administration à fin décembre 2018 en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement Déc	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					Déc	Taux	Déc	Taux	Déc	Taux	Déc	Taux
Présidence de la Rep	369,47	163,13	532,60	389,46	560,56	143,93%	370,23	95,06%	370,19	95,05%	547,76	148,25%
Primature	71,95	10,60	82,54	64,02	73,79	115,26%	68,72	107,34%	68,72	107,34%	65,69	91,31%
Min.de la Défense	1774,45	-116,43	1658,03	1742,77	1807,04	103,69%	1639,34	94,07%	1639,34	94,07%	1784,50	100,57%
Min.Admin.Terr.Dec	344,85	-62,57	282,28	400,81	222,06	55,40%	212,25	52,96%	211,74	52,83%	123,28	35,75%
Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	-2,16	327,01	303,09	348,70	115,05%	330,68	109,10%	330,68	109,10%	326,86	99,30%
Min.Justice.Gar.Scea	87,68	-16,94	70,74	92,00	84,89	92,28%	74,89	81,40%	74,89	81,40%	82,90	94,54%
Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	-58,34	268,93	272,31	307,78	113,02%	28,29	10,39%	28,29	10,39%	296,41	90,57%
Ministère du Plan	84,88	-33,82	51,05	111,04	60,12	54,14%	56,54	50,92%	56,54	50,92%	41,81	49,26%
Min.Eco.et Finances	215,10	-33,80	181,30	215,01	221,28	102,92%	214,40	99,72%	215,95	100,44%	201,64	93,74%
Min. Travail et FP	74,05	-23,90	50,15	79,03	73,65	93,18%	71,77	90,81%	71,77	90,81%	70,07	94,63%
Min.de l'Agr	267,87	-24,73	243,14	285,63	237,79	83,25%	199,54	69,86%	199,54	69,86%	216,64	80,88%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-6,90	35,49	57,80	45,62	78,93%	35,84	61,99%	35,84	61,99%	37,95	89,52%
Min.Géo.Min	50,76	-8,23	42,53	50,99	48,41	94,94%	45,21	88,66%	45,21	88,66%	43,72	86,13%
Min.EtatTravaux.Pub.	917,63	424,04	1341,67	963,11	662,60	68,80%	526,53	54,67%	526,53	54,67%	578,91	63,09%
Min.Urb.Habit. Const	63,03	-16,70	46,32	69,92	44,77	64,03%	38,54	55,11%	38,54	55,11%	36,90	58,54%
Mn.Comm	34,68	-11,74	22,94	49,34	37,30	75,60%	34,25	69,42%	34,25	69,42%	35,57	102,58%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-8,70	24,38	36,59	28,51	77,92%	28,12	76,86%	28,12	76,86%	14,17	42,85%
Min.Santé.Hy.Publiq	1045,41	183,93	1229,35	923,34	1007,42	109,11%	706,14	76,48%	706,09	76,47%	597,80	57,18%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	75,38	-0,83	74,55	102,90	58,75	57,09%	42,84	41,63%	42,84	41,63%	56,38	74,80%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	9,18	1519,40	1470,44	1419,21	96,52%	1298,34	88,30%	1387,68	94,37%	1299,06	86,02%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75	8,47	224,22	197,21	144,30	73,17%	115,57	58,60%	115,57	58,60%	131,58	60,99%
Minist. Information	38,69	-16,46	22,23	51,06	41,55	81,38%	39,84	78,03%	39,84	78,03%	40,22	103,96%
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-20,65	13,27	42,54	32,86	77,26%	30,27	71,16%	30,18	70,94%	26,61	78,45%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	167,71	214,20	127,72%	189,86	113,21%	189,86	113,21%	214,20	113,47%
Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	21,81	27,17	124,60%	27,17	124,60%	27,17	124,60%	20,85	77,05%

Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	14,12	17,42	123,42%	17,42	123,42%	17,42	123,42%	14,77	80,87%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	26,39	27,72	105,06%	27,72	105,06%	27,72	105,06%	24,24	105,78%
Secr. Gal Gouv	6,42	-5,33	1,10	7,61	8,71	114,47%	8,06	105,93%	8,06	105,93%	6,32	98,35%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	1,18	4,84		3,74		3,74		4,57	91,33%
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,79	64,91	43,64	64,98	148,89%	64,70	148,24%	64,70	148,24%	58,62	89,23%
Min.Envirion.Eaux.For	105,28	13,40	118,67	102,67	117,63	114,57%	105,05	102,32%	105,05	102,32%	100,96	95,90%
Ministère Transports	54,85	-3,19	51,66	63,33	60,50	95,53%	60,42	95,40%	60,42	95,40%	60,25	109,84%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	12,29	12,27	99,85%	12,27	99,85%	12,27	99,85%	12,27	100,17%
Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	-232,28	572,92	828,84	766,37	92,46%	709,08	85,55%	706,93	85,29%	764,61	94,96%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	24,67	24,52	99,39%	21,47	87,03%	21,47	87,03%	21,47	88,93%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-183,83	1004,53	1003,46	1025,48	102,19%	354,41	35,32%	354,41	35,32%	985,90	82,96%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-0,08	31,06	34,66	30,39	87,67%	21,56	62,19%	21,56	62,19%	23,77	76,34%
Ministère Elevage	14,99	-1,73	13,26	14,87	12,18	81,92%	11,76	79,06%	11,76	79,06%	11,42	76,17%
Min.Industrie et PME	71,71	6,27	77,98	118,76	73,68	62,04%	73,38	61,79%	73,38	61,79%	65,71	91,63%
Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	-60,60	92,03	136,11	174,69	128,34%	145,67	107,02%	158,17	116,21%	162,30	106,33%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,53	2,86	3,59	5,42	150,85%	5,42	150,85%	5,42	150,85%	4,83	89,65%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	4,93	122,28%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,93	104,05%
Min.du Budget	120,12	-41,79	78,34	116,94	105,41	90,14%	95,97	82,07%	100,47	85,91%	65,44	54,48%
Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57	16,70	16,49	98,73%	16,49	98,73%	16,49	98,73%	16,49	93,85%
CENI	276,03	0,00	276,03	392,32	58,13	14,82%	58,13	14,82%	58,13	14,82%	58,13	21,06%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	30,82	26,15	84,84%	26,15	84,84%	26,15	84,84%	26,15	106,87%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	41,30	25,81	62,48%	25,81	62,48%	25,81	62,48%	21,52	52,37%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	4,38	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	5,96	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91	7,08	2,41	34,06%	2,41	34,06%	2,41	34,06%	2,41	34,90%
Min.UniteNat.Citoy	8,71	-5,62	3,09	8,81	8,47	96,17%	8,23	93,49%	8,23	93,49%	8,32	95,44%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-privé	5,00	5,00	10,00	0,88	4,54		3,97		3,97		4,54	90,76%
Ministere charge des hydrocarbure	5,00	5,00	10,00	1,12	5,00		5,00		5,00		4,70	94,09%

Dépenses Communes	3527,40	-218,55	3308,85	3225,05	2141,49	66,40%	1407,87	43,65%	1294,57	40,14%	2488,98	70,56%
Total	14 850,67	-382,43	14 468,24	14 451,49	12 635,94	87,44%	9 717,31	67,24%	9 709,05	67,18%	11 915,06	80,23%

Tableau 18 : Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin décembre 2018 en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modific ations	Crédits Actuels	Plan d'Engage ment Déc	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	369,47	163,13	532,60	389,46	0,00	0%	82,13	21,09%	419,41	107,69%	44,91	11,53%	14,11	3,62%	560,56	151,72%
Primature	71,95	10,60	82,54	64,02	0,00	0%	3,46	5,40%	51,45	80,36%	8,95	13,99%	9,93	15,52%	73,79	102,57%
Min.de la Défense	1774,45	-116,43	1658,03	1742,77	0,00	0%	1326,35	76,11%	172,58	9,90%	235,48	13,51%	72,62	4,17%	1 807,04	101,84%
Min.Admin.Terr.Dec	344,85	-62,57	282,28	400,81	0,00	0%	50,24	12,54%	17,11	4,27%	68,51	17,09%	86,20	21,51%	222,06	64,39%
Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	-2,16	327,01	303,09	0,00	0%	285,54	94,21%	37,83	12,48%	5,28	1,74%	20,05	6,62%	348,70	105,93%
Min.Justice.Gar.Scea	87,68	-16,94	70,74	92,00	0,00	0%	52,23	56,77%	14,42	15,68%	13,71	14,90%	4,54	4,93%	84,89	96,82%
Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	-58,34	268,93	272,31	0,00	0%	81,62	29,97%	179,01	65,74%	46,40	17,04%	0,75	0,28%	307,78	94,04%
Ministère du Plan	84,88	-33,82	51,05	111,04	0,00	0%	28,17	25,37%	12,83	11,55%	5,39	4,86%	13,73	12,36%	60,12	70,84%
Min.Eco.et Finances	215,10	-33,80	181,30	215,01	0,00	0%	157,59	73,29%	34,31	15,96%	2,50	1,16%	26,88	12,50%	221,28	102,87%
Min. Travail et FP	74,05	-23,90	50,15	79,03	0,00	0%	25,66	32,46%	9,72	12,30%	25,77	32,61%	12,50	15,82%	73,65	99,45%
Min.de l'Agr	267,87	-24,73	243,14	285,63	0,00	0%	165,95	58,10%	31,66	11,08%	3,35	1,17%	36,82	12,89%	237,79	88,77%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-6,90	35,49	57,80	0,00	0%	31,93	55,24%	2,29	3,96%	2,43	4,21%	8,97	15,52%	45,62	107,63%
Min.Géo.Min	50,76	-8,23	42,53	50,99	0,00	0%	37,37	73,29%	5,03	9,87%	2,74	5,37%	3,27	6,41%	48,41	95,37%
Min.EtatTravaux.Pub.	917,63	424,04	1341,67	963,11	0,00	0%	20,41	2,12%	1,43	0,15%	0,01	0,00%	640,75	66,53%	662,60	72,21%
Min.Urb.Habit. Const	63,03	-16,70	46,32	69,92	0,00	0%	30,68	43,88%	2,26	3,23%	0,63	0,90%	11,19	16,01%	44,77	71,03%
Mn.Comm	34,68	-11,74	22,94	49,34	0,00	0%	30,05	60,90%	5,08	10,30%	0,03	0,06%	2,14	4,34%	37,30	107,55%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-8,70	24,38	36,59	0,00	0%	10,87	29,72%	1,22	3,32%	1,97	5,38%	14,45	39,51%	28,51	86,18%
Min.Santé.Hy.Publiq	1045,41	183,93	1229,35	923,34	0,00	0%	269,06	29,14%	392,75	42,54%	109,53	11,86%	236,08	25,57%	1 007,42	96,37%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	75,38	-0,83	74,55	102,90	0,00	0%	18,49	17,97%	17,18	16,70%	12,71	12,36%	10,36	10,07%	58,75	77,94%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	9,18	1519,40	1470,44	0,00	0%	1210,78	82,34%	125,19	8,51%	0,66	0,04%	82,59	5,62%	1 419,21	93,97%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75	8,47	224,22	197,21	0,00	0%	102,44	51,94%	10,36	5,25%	13,86	7,03%	17,64	8,95%	144,30	66,88%
Minist. Information	38,69	-16,46	22,23	51,06	0,00	0%	22,59	44,24%	10,64	20,84%	0,32	0,63%	8,00	15,67%	41,55	107,40%
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-20,65	13,27	42,54	0,00	0%	10,85	25,50%	10,00	23,51%	7,29	17,15%	4,72	11,10%	32,86	96,90%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	167,71	0,00	0%	126,31	75,31%	0,00	0,00%	87,89	52,41%	0,00	0,00%	214,20	113,47%
Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	21,81	0,00	0%	8,09	37,07%	0,00	0,00%	17,02	78,02%	2,07	9,50%	27,17	100,43%

Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	14,12	0,00	0%	1,57	11,12%	0,00	0,00%	15,85	112,30%	0,00	0,00%	17,42	95,42%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	26,39	0,00	0%	15,81	59,91%	0,00	0,00%	11,92	45,15%	0,00	0,00%	27,72	120,96%
Secr. Gal Gouv	6,42	-5,33	1,10	7,61	0,00	0%	2,54	33,42%	6,16	81,04%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	8,71	135,56%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	1,18	0,00		0,00	0,00%	4,84	411,34%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,84	96,73%
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,79	64,91	43,64	0,00	0%	5,63	12,91%	1,45	3,33%	42,84	98,17%	15,05	34,48%	64,98	98,91%
Min.EnvIRON.Eaux.For	105,28	13,40	118,67	102,67	0,00	0%	91,76	89,38%	15,87	15,46%	0,81	0,79%	9,19	8,95%	117,63	111,73%
Ministère Transports	54,85	-3,19	51,66	63,33	0,00	0%	35,95	56,77%	0,76	1,20%	23,72	37,46%	0,07	0,11%	60,50	110,30%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	12,29	0,00	0%	0,57	4,63%	0,00	0,00%	11,70	95,22%	0,00	0,00%	12,27	100,17%
Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	-232,28	572,92	828,84	0,00	0%	207,93	25,09%	57,85	6,98%	436,15	52,62%	64,44	7,78%	766,37	95,18%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	24,67	0,00	0%	0,96	3,88%	0,00	0,00%	23,56	95,52%	0,00	0,00%	24,52	101,56%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-183,83	1004,53	1003,46	0,00	0%	18,04	1,80%	12,73	1,27%	876,64	87,36%	118,07	11,77%	1 025,48	86,29%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-0,08	31,06	34,66	0,00	0%	20,02	57,76%	1,99	5,73%	0,38	1,10%	8,00	23,08%	30,39	97,58%
Ministère Elevage	14,99	-1,73	13,26	14,87	0,00	0%	9,74	65,52%	1,98	13,32%	0,01	0,05%	0,45	3,03%	12,18	81,29%
Min.Industrie et PME	71,71	6,27	77,98	118,76	0,00	0%	15,10	12,71%	4,28	3,60%	0,11	0,09%	54,19	45,63%	73,68	102,74%
Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	-60,60	92,03	136,11	0,00	0%	48,05	35,30%	114,36	84,02%	5,68	4,17%	6,60	4,85%	174,69	114,45%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,53	2,86	3,59	0,00	0%	0,64	17,84%	4,76	132,33%	0,00	0,00%	0,02	0,68%	5,42	100,59%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	0,00	0	0,00	0,00%	4,74	117,52%	0,00	0,00%	0,19	4,76%	4,93	104,05%
Min.du Budget	120,12	-41,79	78,34	116,94	0,00	0%	37,14	31,76%	53,46	45,72%	0,50	0,43%	14,31	12,24%	105,41	87,75%
Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57	16,70	0,00	0%	11,49	68,79%	0,00	0,00%	5,00	29,94%	0,00	0,00%	16,49	93,85%
CENI	276,03	0,00	276,03	392,32	0,00	0%	0,00	0,00%	42,13	10,74%	16,00	4,08%	0,00	0,00%	58,13	21,06%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	30,82	0,00	0%	8,79	28,51%	0,00	0,00%	17,36	56,33%	0,00	0,00%	26,15	106,87%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	41,30	0,00	0%	8,65	20,95%	0,00	0,00%	17,15	41,53%	0,00	0,00%	25,81	62,81%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	4,38	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	5,96	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91	7,08	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,41	34,06%	0,00	0,00%	2,41	34,90%
Min.UniteNat.Citoy	8,71	-5,62	3,09	8,81	0,00	0%	1,23	13,98%	6,95	78,89%	0,00	0,00%	0,29	3,30%	8,47	97,20%
Ministere en charge des invest etpartenariat public-privé	5,00	5,00	10,00	0,88	0,00	0%	0,00	0,00%	3,33	376,85%	0,00	0,00%	1,21	137,02 %	4,54	90,76%

Ministere charge des hydrocarbure	5,00	5,00	10,00	1,12	0,00	0%	0,00	0,00%	4,25	380,91%	0,00	0,00%	0,75	67,23%	5,00	99,98%
Dépenses Communes	3527,40	-218,55	3308,85	3225,05	878,94	27%	26,24	0,81%	683,83	21,20%	900,65	27,93%	121,09	3,75%	2 610,74	74,01%
Total	14 850,67	-382,43	14 468,24	14 451,49	878,94	0,06	4 756,69	32,91%	2 589,47	17,92%	3 125,79	21,63%	1 754,30	12,14%	13 105,19	88,25%

Tableau 19 : Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin décembre 2018 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Enga gement Déc	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX	Déc	TAUX
Présidence de la Rep	369,47	163,13	532,60	389,46	0,00	0,00%	79,89	20,51%	415,93	106,80%	42,62	10,94%	9,33	2,40%	0,00	0,00%	9,33	2,40%	547,76	148,25%
Primature	71,95	10,60	82,54	64,02	0,00	0,00%	3,46	5,40%	45,64	71,29%	8,95	13,99%	7,64	11,93%	0,00	0,00%	7,64	11,93%	65,69	91,31%
Min.de la Défense	1774,45	-116,43	1658,03	1742,77	0,00	0,00%	1326,27	76,10%	172,59	9,90%	232,80	13,36%	52,84	3,03%	0,00	0,00%	52,84	3,03%	1784,50	100,57%
Min.Admin.Terr.Dec	344,85	-62,57	282,28	400,81	0,00	0,00%	49,48	12,35%	15,73	3,92%	26,53	6,62%	31,55	7,87%	1522,57	45,63%	1554,12	387,75%	1645,85	477,27%
Min.Sécurité.Prot.Ci	329,17	-2,16	327,01	303,09	0,00	0,00%	284,86	93,99%	19,04	6,28%	4,96	1,64%	18,00	5,94%	53,25	1,60%	71,24	23,50%	380,11	115,47%
Min.Justice.Gar.Scea	87,68	-16,94	70,74	92,00	0,00	0,00%	52,23	56,77%	13,29	14,45%	12,84	13,96%	4,54	4,93%	646,52	19,38%	651,06	707,69%	729,42	831,87%
Min.Aff.Etran.GEtran	327,28	-58,34	268,93	272,31	0,00	0,00%	81,62	29,97%	170,42	62,58%	43,62	16,02%	0,75	0,28%	80,13	2,40%	80,88	29,70%	376,54	115,05%
Ministère du Plan	84,88	-33,82	51,05	111,04	0,00	0,00%	28,01	25,22%	9,81	8,84%	3,95	3,56%	0,03	0,03%	424,10	12,71%	424,13	381,96%	465,91	548,93%
Min.Eco.et Finances	215,10	-33,80	181,30	215,01	0,00	0,00%	157,28	73,15%	25,55	11,88%	2,50	1,16%	16,31	7,59%	16,59	0,50%	32,90	15,30%	218,23	101,45%
Min. Travail et FP	74,05	-23,90	50,15	79,03	0,00	0,00%	25,66	32,46%	6,57	8,31%	25,48	32,24%	12,36	15,64%	84,27	2,53%	96,63	122,27%	154,34	208,43%
Min.de l'Agr	267,87	-24,73	243,14	285,63	0,00	0,00%	165,79	58,04%	29,98	10,50%	3,35	1,17%	17,52	6,14%	0,00	0,00%	17,52	6,14%	216,64	80,88%
Min.Pêche & Aquacul	42,39	-6,90	35,49	57,80	0,00	0,00%	31,93	55,24%	1,00	1,72%	1,62	2,81%	3,39	5,87%	0,00	0,00%	3,39	5,87%	37,95	89,52%
Min.Géo.Min	50,76	-8,23	42,53	50,99	0,00	0,00%	37,37	73,29%	0,97	1,91%	2,74	5,37%	2,64	5,17%	184,86	5,54%	187,50	367,73%	228,57	450,32%
Min.EtatTravaux.Pub	917,63	424,04	1341,67	963,11	0,00	0,00%	20,41	2,12%	1,08	0,11%	0,01	0,00%	557,42	57,88%	0,00	0,00%	557,42	57,88%	578,91	63,09%
Min.Urb.Habit. Const	63,03	-16,70	46,32	69,92	0,00	0,00%	30,68	43,88%	0,73	1,04%	0,63	0,90%	4,86	6,95%	324,40	9,72%	329,25	470,91%	361,29	573,25%
Mn.Comm	34,68	-11,74	22,94	49,34	0,00	0,00%	30,05	60,90%	3,96	8,02%	0,03	0,06%	1,54	3,12%	0,00	0,00%	1,54	3,12%	35,57	102,58%
Min. Hotel. Tourisme	33,08	-8,70	24,38	36,59	0,00	0,00%	10,87	29,72%	1,01	2,77%	1,97	5,38%	0,32	0,88%	0,00	0,00%	0,32	0,88%	14,17	42,85%
Min.Santé.Hy.Publiq	1045,41	183,93	1229,35	923,34	0,00	0,00%	269,06	29,14%	120,45	13,04%	30,27	3,28%	178,03	19,28%	0,00	0,00%	178,03	19,28%	597,80	57,18%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	75,38	-0,83	74,55	102,90	0,00	0,00%	18,37	17,86%	15,58	15,14%	12,71	12,36%	9,71	9,44%	0,00	0,00%	9,71	9,44%	56,38	74,80%
Min. Ens.pré.univ	1510,22	9,18	1519,40	1470,44	0,00	0,00%	1210,78	82,34%	66,08	4,49%	0,66	0,04%	21,54	1,46%	0,00	0,00%	21,54	1,46%	1299,06	86,02%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	215,75	8,47	224,22	197,21	0,00	0,00%	102,44	51,94%	6,70	3,40%	13,02	6,60%	9,42	4,78%	0,00	0,00%	9,42	4,78%	131,58	60,99%
Minist. Information	38,69	-16,46	22,23	51,06	0,00	0,00%	22,59	44,24%	10,32	20,20%	0,32	0,62%	7,00	13,71%	0,00	0,00%	7,00	13,71%	40,22	103,96%
Min. Jeun.Emploi Jeu	33,92	-20,65	13,27	42,54	0,00	0,00%	10,85	25,50%	7,60	17,87%	6,91	16,23%	1,25	2,95%	0,00	0,00%	1,25	2,95%	26,61	78,45%
Assemblée.Nationale	188,78	0,00	188,78	167,71	0,00	0,00%	126,31	75,31%	0,00	0,00%	87,89	52,41%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	214,20	113,47%

Cour Suprême	27,06	0,00	27,06	21,81	0,00	0,00%	8,09	37,07%	0,00	0,00%	12,76	58,51%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20,85	77,05%
Haute Autorité. Comm	18,26	0,00	18,26	14,12	0,00	0,00%	1,57	11,12%	0,00	0,00%	13,20	93,47%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	14,77	80,87%
Conseil Eco. Social	22,92	0,00	22,92	26,39	0,00	0,00%	15,81	59,91%	0,00	0,00%	8,44	31,97%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	24,24	105,78%
Secr. Gal Gouv	6,42	-5,33	1,10	7,61	0,00	0,00%	2,54	33,42%	3,77	49,62%	0,00	0,01%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	6,32	98,35%
Ministere de la cooperation et de l'integration africaine	5,00	5,00	10,00	1,18			0,00		4,57		0,00		0,00		0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,57	91,33%
Sec. Affair.Relig.	65,70	-0,79	64,91	43,64	0,00	0,00%	5,63	12,91%	1,06	2,42%	42,69	97,83%	9,23	21,16%	0,00	0,00%	9,23	21,16%	58,62	89,23%
Min.Environ.Eaux.Fo r	105,28	13,40	118,67	102,67	0,00	0,00%	89,60	87,27%	6,72	6,54%	0,57	0,56%	4,07	3,97%	0,00	0,00%	4,07	3,97%	100,96	95,90%
Ministère Transports	54,85	-3,19	51,66	63,33	0,00	0,00%	35,95	56,77%	0,57	0,91%	23,72	37,46%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	60,25	109,84%
Grande Chancel.	12,25	-0,04	12,21	12,29	0,00	0,00%	0,57	4,63%	0,00	0,00%	11,70	95,22%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	12,27	100,17%
Min. Ens.Sup.Rec.	805,19	-232,28	572,92	828,84	0,00	0,00%	207,93	25,09%	57,65	6,96%	435,16	52,50%	63,87	7,71%	0,00	0,00%	63,87	7,71%	764,61	94,96%
Grands Projets	24,14	3,11	27,25	24,67	0,00	0,00%	0,96	3,88%	0,00	0,00%	20,51	83,16%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,47	88,93%
Min.Etat Energie Env	1188,36	-183,83	1004,53	1003,46	0,00	0,00%	17,34	1,73%	2,89	0,29%	925,26	92,21%	40,40	4,03%	0,00	0,00%	40,40	4,03%	985,90	82,96%
Min. Tél. Econ.Num	31,14	-0,08	31,06	34,66	0,00	0,00%	20,02	57,76%	1,51	4,35%	0,01	0,02%	2,24	6,46%	0,00	0,00%	2,24	6,46%	23,77	76,34%
Ministère Elevage	14,99	-1,73	13,26	14,87	0,00	0,00%	9,74	65,52%	1,66	11,19%	0,01	0,05%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,42	76,17%
Min.Industrie et PME	71,71	6,27	77,98	118,76	0,00	0,00%	15,10	12,71%	2,52	2,12%	0,11	0,09%	47,98	40,40%	0,00	0,00%	47,98	40,40%	65,71	91,63%
Min.Cultu.Arts.Patri	152,63	-60,60	92,03	136,11	0,00	0,00%	48,09	35,34%	109,03	80,11%	4,90	3,60%	0,27	0,20%	0,00	0,00%	0,27	0,20%	162,30	106,33%
Sec Etat Anti drogue	5,39	-2,53	2,86	3,59	0,00	0,00%	0,30	8,42%	4,50	125,33%	0,00	0,00%	0,02	0,68%	0,00	0,00%	0,02	0,68%	4,83	89,65%
Ensembles des Gouvern	4,74	0,00	4,74	4,03	0,00	-	0,00	0,00%	4,74	117,52%	0,00	0,00%	0,19	4,76%	0,00	0,00%	0,19	4,76%	4,93	104,05%
Min.du Budget	120,12	-41,79	78,34	116,94	0,00	0,00%	37,14	31,76%	22,58	19,31%	0,23	0,20%	5,49	4,70%	0,00	0,00%	5,49	4,70%	65,44	54,48%
Médiateur.Répub	17,57	0,00	17,57	16,70	0,00	0,00%	11,49	68,79%	0,00	0,00%	5,00	29,94%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16,49	93,85%
CENI	276,03	0,00	276,03	392,32	0,00	0,00%	0,00	0,00%	42,13	10,74%	16,00	4,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	58,13	21,06%
Cours.Const	24,47	-0,32	24,15	30,82	0,00	0,00%	8,79	28,51%	0,00	0,00%	17,36	56,33%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	26,15	106,87%
Cour des Comptes	41,09	0,00	41,09	41,30	0,00	0,00%	8,65	20,95%	0,00	0,00%	12,87	31,15%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21,52	52,37%
Haute Cour de Justic	2,50	0,00	2,50	4,38	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	0,00	3,40	5,96	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0,00	6,91	7,08	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,41	34,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	2,41	34,90%
Min.UniteNat.Citoy	8,71	-5,62	3,09	8,81	0,00	0,00%	1,23	13,98%	6,79	77,15%	0,00	0,00%	0,29	3,30%	0,00	0,00%	0,29	3,30%	8,32	95,44%
Ministere en charge des investissements et du partenariat public-	5,00	5,00	10,00	0,88	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,33	376,85%	0,00	0,00%	1,21	137,02%	0,00	0,00%	1,21	137,02%	4,54	90,76%

prive																				
Ministere charge des hydrocarbure	5,00	5,00	10,00	1,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	3,95	354,50%	0,00	0,00%	0,75	67,23%	0,00	0,00%	0,75	67,23%	4,70	94,09%
Dépenses Communes	3527,40	-218,55	3308,85	3225,05	878,94	0,00%	24,62	0,76%	581,81	18,04%	882,82	27,37%	120,99	3,75%	0,00	0,00%	120,99	3,75%	2489,17	70,57%
Total yc finex	19 203,67	-382,43	14 468,24	14 451,49	878,94	0,00%	4 747,40	32,85%	2 021,82	13,99%	3 002,11	20,77%	1 264,99	8,75%	3 336,68	100,00%	4 601,68	31,84%	15 251,94	79,42%

Tableau 20 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (hors collectivités locales) en milliards de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin décembre 2018		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	13	56,22	44,91	11	79,88%
Primature	2	8,95	8,95	2	100,00%
Ministère de la Défense Nationale	4	236,28	235,48	4	99,66%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	9	33,92	30,73	7	90,59%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	5,48	5,28	6	96,34%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	6	13,88	13,71	5	98,72%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	4	48,04	46,40	2	96,59%
Ministère du Plan	7	8,91	5,39	6	60,54%
Ministère de l'Economie et des Finances	6	2,55	2,50	6	98,17%
Ministère Travail et Fonction Publique	9	25,78	25,77	9	99,97%
Ministère de l'Agriculture	7	9,04	3,35	6	37,05%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	7	4,88	2,43	6	49,89%
Ministère Mines, Géologie	4	2,85	2,74	3	96,10%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,01	2	65,44%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	0,96	0,63	4	65,53%
Ministère du Commerce	3	0,05	0,03	3	57,02%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	5	2,55	1,97	4	77,02%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	172	110,06	109,53	172	99,52%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Feminine & Enfance	18	16,27	12,71	9	78,14%

Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	5	0,98	0,66	3	67,36%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	10	15,46	13,86	10	89,68%
Ministère de l'Information	4	0,32	0,32	4	98,93%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	8	7,30	7,29	8	99,90%
Assemblée.Nationale	2	87,89	87,89	2	100,00%
Cour Suprême de l'Etat	2	17,02	17,02	2	100,00%
Haute Autorité de la Communication	2	15,85	15,85	2	100,00%
Conseil Economique et Social	2	11,92	11,92	2	100,00%
Secretariat Général du Gouvernement	2	0,37	0,00	1	0,17%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	11	43,27	42,84	11	99,02%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forets	7	1,56	0,81	6	51,81%
Ministère des Transports	9	23,72	23,72	9	100,02%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	4	11,70	11,70	4	100,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	142	446,49	436,15	137	97,68%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	23,56	23,56	2	100,00%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	6	1057,19	876,64	6	82,92%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	0,38	0,38	3	99,49%
Ministère de l'Elevage	3	0,16	0,01	2	4,54%
Ministère industries et des PME	2	0,53	0,11	2	21,24%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	13	7,01	5,68	10	80,96%
Ministère du Budget	7	1,76	0,50	4	28,36%
Médiateur de la République	2	5,00	5,00	2	100,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	2	16,00	16,00	2	100,00%

Cours Constitutionnelle	2	17,36	17,36	2	100,00%
Cour des Comptes	2	17,15	17,15	2	100,00%
Haute Cour de Justice	1	2,50	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	3,40	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	2	3,40	2,41	2	70,86%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	2	0,23	0,00	1	0,0013891
Dépenses communes	11	916,42	900,65	8	98,28%
Total	562,00	3 342,59	3 088,01	516,00	0,92

Tableau 21 : Etat d'exécution des Subventions et Transferts (Collectivités locales) en milliards de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin décembre 2018		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Ville De Conakry	1	3,4	1,7	1	50,00%
Kaloum	1	0,52	0,26	1	50,00%
Dixinn	1	0,52	0,26	1	50,00%
Matam	1	0,52	0,26	1	50,00%
Ratoma	1	0,52	0,26	1	50,00%
Matoto	1	0,52	0,26	1	50,00%
Boke	10	2,13	1,06	10	50,00%
Boffa	8	1,68	0,84	8	50,00%
Fria	4	0,93	0,47	4	50,00%
Gaoual	8	1,68	0,84	8	50,00%
Koundara	7	1,49	0,75	7	50,00%
Faranah	12	2,50	1,25	12	50,00%
Dabola	9	1,87	0,93	9	50,00%
Dinguiraye	8	1,68	0,84	8	50,00%
Kissidougou	13	2,61	1,31	13	50,00%
Kankan	13	2,69	1,34	13	50,00%
Kerouane	8	1,68	0,84	8	50,00%
Kouroussa	12	2,43	1,21	12	50,00%
Mandiana	12	2,43	1,21	12	50,00%
Siguiri	13	2,61	1,31	13	50,00%
Kindia	10	2,13	1,06	10	50,00%
Coyah	4	0,93	0,47	4	50,00%
Dubreka	7	1,49	0,75	7	50,00%
Forecariah	10	2,05	1,03	10	50,00%
Telemele	14	2,80	1,40	14	50,00%
Labe	13	2,69	1,34	13	50,00%
Koubia	6	1,31	0,65	6	50,00%
Lelouma	11	2,24	1,12	11	50,00%
Mali	13	2,61	1,31	13	50,00%
Tougue	10	2,05	1,03	10	50,00%
Mamou	14	2,87	1,44	14	50,00%
Dalaba	10	2,05	1,03	10	50,00%
Pita	12	2,43	1,21	12	50,00%
N'Zerekore	11	2,31	1,16	11	50,00%
Beyla	14	2,80	1,40	14	50,00%
Gueckedou	10	2,05	1,03	10	50,00%
Lola	9	1,87	0,93	9	50,00%
Macenta	15	2,98	1,49	15	50,00%
Yomou	7	1,49	0,75	7	50,00%
Total general	343	75,55	37,78	343	50,00%

**Tableau 22 : Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin décembre 2018
(en milliards de GNF)**

Piliers	LFR 2018 (1)	Plan d'Engagement Déc(2)	Engagements jan-déc (3)	Paiements jan-déc (4)	Taux d'exécution (5=4/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 097,74	7 872,04	7 152,82	6 725,80	83,06%
FINEX	222,8	1 882,69		2 827,43	1269,04%
Transformation économique durable et inclusive	2 722,41	2 708,36	2 295,04	2 099,49	77,12%
FINEX	3 368,75	120,02		184,86	5,49%
Développement inclusif du capital humain	3 877,18	3 752,43	3 645,15	3 078,55	79,40%
FINEX	697,11	0		0	0,00%
Gestion durable du capital naturel	153,35	118,66	12,18	11,42	7,44%
FINEX	64,34	0		324,40	504,19%
Total	14 850,67	14 451,49	13 105,19	11 915,26	80,23%
Total FINEX	4 353,00	2 002,71	0	3 336,68	76,65%
Total général	19 203,67	16 454,20	13 105,19	15 251,94	79,42%

Tableau 23 : Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

Code NBE	LIBELLE	LFR 2018	Réal.déc 2018	Taux	Part
1	RECETTES	16 627,23	15 975,12	96,08%	100%
11	RECETTES FISCALES	14 567,90	13 535,76	92,91%	85%
	<i>dt Récette Minière</i>				0%
	<i>dt Récette Pétrolière</i>				0%
	<i>dt TSPP</i>				0%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 246,57	3 278,34	100,98%	21%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	249,95	209,07	83,65%	1%
113	Impôts sur ne patrimoine	32,97	46,34	140,57%	0%
114	Impôts sur les biens et services	8 194,49	6 605,99	80,61%	41%
	dt RER	263,69	264,94	100,47%	2%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 802,24	3 321,29	118,52%	21%
116	Autres recettes fiscales .	41,69	74,72	179,24%	0%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 347,00	1 737,47	128,99%	11%
13	AUTRES RECETTES	712,32	669,96	94,05%	4%
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	0,00	31,94		
2	DEPENSES	19 190,49	17 328,63	90,30%	100,00%
21	Charges financières de la dette	1 185,99	878,94	74,11%	5,07%
	<i>Intérêt Dette Intérieure</i>	923,00	557,10	60,36%	3,21%
	<i>Intérêt Dette Extérieure</i>	262,99	321,53	122,26%	1,86%
22	Dépenses de personnel	4 631,91	5 160,93	111,42%	29,78%
23	Dépenses de Biens et services	2 830,72	2 509,11	88,64%	14,48%
	dt RER	263,69	264,94	100,47%	1,53%
24	Dépenses de transfert	3 519,17	3 224,90	91,64%	18,61%
	dt EDG			#DIV/0!	0,00%
SNG	Solde net de gestion (1-2)	-2 846,78	-1 353,51	47,55%	
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:				
25	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 022,70	5 522,81	78,64%	31,87%
251	IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	6 896,90	5 396,19	78,24%	31,14%
2511	Acquisition d'Immobilisations Corporelles	2 076,20	2 059,51	99,20%	11,89%
2512	Acquisition d'Immobilisations incorporelles	467,70	0,00	0,00%	0,00%
2513	Grosses réparations	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
2514	Immobilisations non Produites	4 353,00	3 336,68		19,26%
NLB	Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-9 608,87	-6 876,32	71,56%	
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):				

252	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	125,80	126,62	100,65%	0,73%
2521	Immobilisations financières intérieures	125,80	126,62	100,65%	0,73%
2522	Autres Immobilisations financières intérieures				
2523	Immobilisations financières extérieures				
2524	Autres Immobilisations financières extérieures				
	BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	0,00	31,94		
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 605,45	4 063,60	88,23%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF				0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	16,44	11,91	72,45%	0,29%
32	EMPRUNTS	4 395,00	3 869,40	88,04%	95,22%
321	Emprunts Intérieurs	237,00	1 063,91	448,91%	26,18%
	<i>dt Banque commerciale</i>	237,00	1 063,91	448,91%	26,18%
322	Emprunts Extérieurs	4 158,00	2 805,49	67,47%	69,04%
33	DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	0,00		0,00%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	194,01	182,29	93,96%	4,49%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00	0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	1,11	0,65	58,49%	0,02%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00	#DIV/0!	0,00%
344	Remboursements de prêts par des particuliers				0,00%
345	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	192,91	181,64	94,16%	4,47%
349	Autres remboursements de prêts	0,00	0,00		0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	2 029,00	2 967,38	146,25%	146,25%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF				
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 042,10	2 967,38	145,31%	146,25%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 330,10	2 358,67	177,33%	116,25%
	<i>dt Banque Centrale</i>	327,00	1 373,93	420,16%	67,71%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	712,00	608,71	85,49%	30,00%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR				0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales				0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)				0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises				0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers				0,00%
435	Autres comptes à payer (Restes à payer)				0,00%
439	Autres prêts et avances accordés				0,00%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00		

	Principaux agrégats et soldes				
	Solde de base	903,03	924,48	102,38%	102,38%
	Soldede base % PIB	0,85%	0,73%	86,34%	0,00%
	PIB	106 561,00	126 356,00	118,58%	13992,45%
	Taux de change USD	9 277,50	9814,96		10,8689191
	Pression Fiscale yc Dons	14,94%	12,64%	84,65%	0,01%
	Pression Fiscale hors Dons	13,67%	10,74%	78,54%	0,01%